



Conseil de sécurité

Soixante-cinquième année

6464^e séance

Mercredi 22 décembre 2010, à 11 h 10
New York

Provisoire

<i>Présidente :</i>	M ^{me} DiCarlo	(États-Unis d'Amérique)
<i>Membres :</i>	Autriche	M. Mayr-Harting
	Bosnie-Herzégovine	M ^{me} Čolaković
	Brésil	M ^{me} Dunlop
	Chine	M. Wang Min
	Fédération de Russie	M. Churkin
	France	M. Briens
	Gabon	M. MOUNGARA MOUSSOTSI
	Japon	M. Nishida
	Liban	M. Assaf
	Mexique	M. Heller
	Nigéria	M. Onemola
	Ouganda	M. Rugunda
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Parham
	Turquie	M. Apakan

Ordre du jour

La situation en Afghanistan

Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2010/630)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-506.



La séance est ouverte à 11 h 10.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation en Afghanistan

Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2010/630)

La Présidente (*parle en anglais*) : Comme il s'agit de la dernière séance du Conseil de sécurité prévue cette année, j'aimerais exprimer, au nom du Conseil, notre profonde appréciation et nos remerciements aux collègues qui vont nous quitter à la fin de l'année : l'Ambassadeur Thomas Mayr-Harting de l'Autriche, l'Ambassadeur Tsuneo Nishida du Japon, l'Ambassadeur Claude Heller du Mexique, l'Ambassadeur Ertuğrul Apakan de la Turquie et l'Ambassadeur Ruhakana Rugunda de l'Ouganda. Nous avons vécu beaucoup de choses ensemble au cours des deux années écoulées. Nous avons apprécié leur sérieux, leur dévouement au travail du Conseil de sécurité et leur amitié.

J'ai reçu des représentants de l'Afghanistan, de l'Allemagne, de l'Australie, du Canada, de l'Inde, de l'Italie, du Pakistan et de la République islamique d'Iran des lettres dans lesquelles ils demandent à être invités à participer au débat sur la question inscrite à l'ordre du jour du Conseil. Je propose d'inviter ces représentants à participer au débat sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil.

En l'absence d'objection, il en est ainsi décidé.

Sur l'invitation de la Présidente, les représentants des pays susmentionnés occupent les sièges qui leur sont réservés sur le côté de la salle du Conseil.

La Présidente (*parle en anglais*) : Au nom du Conseil de sécurité, j'invite, en vertu de l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, M. Staffan de Mistura, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan.

En l'absence d'objection, il en est ainsi décidé.

J'ai reçu de S. E. M. Peter Schwaiger, Chef adjoint de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies, une lettre dans laquelle il demande à être invité à participer au présent débat, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil.

En l'absence d'objection, il en est ainsi décidé.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2010/630, rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales

Je donne maintenant la parole à M. Staffan de Mistura.

M. de Mistura (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, de me donner l'occasion, alors que l'année tire à sa fin, d'examiner avec le Conseil de sécurité la situation en Afghanistan, du point de vue des Nations Unies, au cours d'une période riche en événements. Mais avant de commencer, je voudrais, au nom de tous mes collègues nationaux, internationaux, d'Afghanistan et de l'ONU, et de l'ensemble du corps diplomatique international à Kaboul, rendre hommage à la mémoire de l'Ambassadeur Richard Holbrooke. On m'a dit que ses derniers mots au médecin afghan qui avait commencé à le traiter à son arrivée à l'hôpital ont été « Merci d'œuvrer pour la paix en Afghanistan ».

Nous lui sommes reconnaissants et nous le remercions de son engagement passionné à aider le peuple afghan à trouver sa propre stabilité politique. Je voudrais clore cette réflexion par quelques secondes de prière personnelle et de silence.

Merci, Madame la Présidente.

Mon exposé, qui sera court compte tenu du fait que le rapport a déjà été publié, se concentrera sur les points suivants : la situation en matière de sécurité et ses liens avec le Sommet de l'OTAN à Lisbonne, la transition, la cohérence ou le regroupement de l'aide, les droits de l'homme, la réconciliation, la participation des pays de la région, le grave problème de drogues qui touche l'Afghanistan et les pays voisins, et les élections. Je ferai aussi quelques brèves observations sur le budget.

En ce qui concerne la situation en matière de sécurité, l'augmentation des activités communes des forces afghanes et de la Force internationale

d'assistance à la sécurité (FIAS) donne des résultats. Dans le même temps, nous décelons, de la part des éléments opposés au Gouvernement, des tentatives de mener de leur côté des attaques spectaculaires dans le but de diluer le sentiment de changement de dynamique. Qu'est-ce que cela signifie?

Cela signifie que nous devons nous attendre et nous préparer, je le crains, à un climat de sécurité tendu au cours des prochains mois. Nous estimons que la situation pourrait se détériorer avant de s'améliorer. J'en veux pour preuve l'attaque contre le complexe de l'ONU à Hérat, où se trouvaient 21 de nos collègues. Ils ont tous survécu grâce à la chance, à une bonne préparation, au ferme appui des forces de sécurité afghanes qui les entouraient et de notre propre compagnie privée de sécurité soutenue par les Ghurkas. Mais c'est un signe, un message.

Le Sommet de l'OTAN à Lisbonne a été, à nos yeux, une grande réussite. Le lien entre les deux dates – 2011 et 2014 – comme le long début d'une longue fin, a permis à tous les acteurs nationaux, régionaux et internationaux de mieux comprendre le dévouement mutuel à la cause de l'Afghanistan.

S'agissant de la transition, le message est clair, et je suis sûr que nous le comprenons tous : permettre une transmission plus rapide des responsabilités et du contrôle des activités aux autorités afghanes. En d'autres termes, pour employer un slogan que nous avons entendu à Lisbonne, et qui à mon avis est approprié : aider, appuyer et assister les autorités afghanes à avancer par leurs propres moyens, mais pas seules.

Le système des Nations Unies et moi-même, au nom du Secrétaire général, avons l'intention – puisque le Conseil et, surtout, les autorités afghanes l'attendent de nous – d'accroître nos propres capacités dans les zones où la transition doit avoir lieu et dans celles où la sécurité se renforce, pour pouvoir faire ce que nous devons faire – à savoir bien davantage pour aider au renforcement des capacités de l'Afghanistan et appuyer le contrôle du territoire afghan par les Afghans eux-mêmes.

Nous pensons que sous la direction des autorités afghanes et de M. Ashraf Gani, en collaboration avec les équipes qui ont été constituées, nous sommes sur la bonne voie en ce qui concerne la transition et, comme je l'ai dit, l'ONU, avec la bénédiction du Conseil, va jouer le rôle qui lui revient.

En ce qui concerne la cohérence de l'aide, après la Conférence de Kaboul, nous avons plutôt commencé à parler de réajustement de l'aide, qui à son tour, permet d'assurer la cohérence de l'aide. En substance, le réajustement de l'aide, c'est ce dont on a parlé à la Conférence de Kaboul, à savoir qu'il faut réaligner toute l'aide bilatérale et multilatérale, de façon plus marquée et plus efficace, selon les priorités définies par les autorités afghanes, sur la base de critères clairs définis pas les deux côtés.

L'ONU, c'est-à-dire la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), travaillant étroitement en partenariat avec le Conseil commun de coordination et de suivi et en tant que son coprésident, va intensifier ses propres activités dans ce domaine. Ce Conseil a été créé conjointement par les autorités afghanes et la communauté internationale pour épauler, suivre et appuyer ce réajustement dans les faits. De nouvelles équipes vont arriver. En particulier, un de mes collègues de haut rang, qui a été nommé spécialement pour appuyer ces efforts d'amélioration, va me rejoindre sur le terrain.

Les droits de l'homme revêtent une importance vitale. Tout le monde en convient et nous sommes en train d'agir sur cette question. Notre priorité est de pouvoir continuer à publier des rapports jugés importants car ils sont considérés comme objectifs et honnêtes – parfois trop honnêtes. Néanmoins, ces rapports permettent de faire comprendre à tout le monde que pour les Afghans, les droits des civils sont une composante importante des droits de l'homme en Afghanistan.

Nous avons soulevé la question des victimes civiles dans notre rapport et nous continuerons à le faire, dans l'espoir d'améliorer davantage la situation en procédant à des mises au point. À plusieurs reprises, le Président Karzaï et de nombreux autres partenaires ont souligné l'importance de traiter cette question de la meilleure façon possible; nous espérons que les chiffres dont nous avons eu connaissance jusqu'à présent ne se maintiendront pas. Cependant, comme le Conseil le sait, les chiffres ont augmenté.

Sur la question des femmes, des rapports sont publiés – et il y en aura d'autres encore – qui portent en particulier sur la violence contre les femmes. Je dois dire que jusqu'à présent les résultats des élections ont été très encourageants en ce qui concerne la participation et l'engagement des femmes dans le futur parlement. Nous continuerons cependant à jouer notre

rôle dans ce domaine, comme tout le monde nous le demande et, pour dire la vérité, comme l'exige notre conscience.

En ce qui concerne la réconciliation et la réinsertion, tout le monde convient qu'il n'y a pas de solution militaire dans ce domaine. Honnêtement, même les Taliban sont du même avis, même s'ils ne le diront jamais publiquement. Il n'y a pas de solution militaire au conflit en Afghanistan – ce qui explique l'importance des initiatives telles que la *Jirga* de paix et la création du Haut Conseil pour la paix par le Président Karzaï. L'ONU, par le biais du Groupe d'appui de Salaam qu'elle a créé récemment et qui sera ouvert à tous, sous réserve du niveau de compétence et des conditions définies par les autorités afghanes, a mis ses services à la disposition du Haut Conseil pour la paix. Cette participation sera basée sur la compétence, la préparation de rapports, les visions de l'avenir et un appui important et tangible à ce qui pourrait devenir très rapidement un niveau de dialogue important et accéléré. En outre, cet appui sera apporté par le biais de la logistique. À cet égard, le Conseil nous aide, en exigeant des capacités logistiques performantes, qui sont mises à la disposition des Afghans qui voudront dialoguer entre eux, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Afghanistan. Cette demande a été déjà faite à trois reprises, et nous avons fourni ces capacités au nom du Conseil.

En plus, les Nations Unies, le Conseil de sécurité et la Mission peuvent apporter leur aide concernant les mesures de renforcement de la confiance, en les facilitant ou en expliquant comment mieux les mettre en œuvre, le cas échéant.

Sur le plan de la participation des pays de la région, tout le monde convient également que si participation à un dialogue il y a – et, insha'allah, quand ce dialogue aura lieu –, il ne sera possible de maintenir le dialogue national que grâce à l'engagement constructif à long terme de tous les acteurs régionaux. Ici, il ne s'agit pas seulement des voisins immédiats, mais également des voisins plus éloignés et concernés par cette question. À cet égard, de nombreuses initiatives sont menées. En ce moment même, si je ne me trompe, le Président Karzaï se trouve à Ankara, où il doit participer à des discussions facilitées par le Gouvernement turc sur une base trilatérale. Je pense que beaucoup d'autres rencontres de ce genre seront probablement organisées l'année prochaine. Je crois savoir qu'il est même possible qu'une réunion trilatérale se tienne à Washington, au

début de l'année prochaine. Toutes ces initiatives bilatérales, trilatérales et régionales sont les bienvenues et méritent d'être soutenues de façon constructive.

Le Bureau des Nations Unies à Kaboul joue son rôle en ce qui concerne l'initiative de la Route de la soie et apporte son appui à toutes les autres initiatives menées par les acteurs régionaux. Nous croyons savoir qu'avant la fin de l'année prochaine, en novembre, une autre Conférence de Bonn est prévue, comme il a été annoncé lors du Sommet de l'OTAN et qu'elle sera probablement précédée d'une autre occasion et discussion régionale similaire à celles que nous avons eues dans le passé – mais je ne voudrais pas préjuger de la décision des autorités turques sur ce point. En tout cas, nous aurons un rôle à jouer, car nous savons bien que tous les membres des forums régionaux sont également Membres de l'ONU.

S'agissant du problème des stupéfiants, qui est lié aux questions régionales, la production de la drogue a sensiblement augmenté, en dépit de l'apparition d'une maladie qui affecte cette production, maladie que nous espérons avoir été envoyée par Dieu. Elle a malheureusement entraîné une hausse des prix et donc accru l'intérêt à produire, vendre, transporter et entreposer les stupéfiants. Cette situation concerne 900 000 Afghans et des grands pays voisins, proches ou éloignés. Nous nous félicitons de la visite à Kaboul du nouveau Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC), qui s'est réellement engagé et a insufflé une nouvelle énergie aux initiatives régionales et nationales dans ce contexte.

S'agissant des élections, je voudrais faire quelques observations – en fait huit observations, toutes brèves –, au nom de la communauté diplomatique de Kaboul et à titre personnel.

Premièrement, même si nous avons tardé à le faire, nous ne dirons jamais assez à quel point nous sommes tous fiers de nous-mêmes, à juste titre, et devons féliciter le peuple afghan, les forces de sécurité afghanes et le Président Karzaï d'avoir organisé des élections dans un pays qui, comme nous le savons, est en guerre et fait face à de lourds défis.

Deuxièmement, en fin de compte, 4,2 millions Afghans, sur les 10,5 millions ayant le droit de vote, ont participé aux élections en dépit de la situation sécuritaire et des sérieux avertissements donnés par les Taliban de ne pas aller aux urnes.

Troisièmement, nous saluons le travail accompli avec diligence, dévouement et ardeur par les deux commissions électorales indépendantes afghanes, mises en place par le Président.

Quatrièmement, l'ONU, la Fédération de Russie, les États-Unis, l'Union européenne, le Japon, le Canada et la Turquie se sont tous félicités de l'annonce – je répète, l'annonce – faite par les commissions électorales le 24 novembre, et enfin le 30 novembre, de la certification des résultats des élections du 18 septembre au *Wolesi Jirga*.

Cinquièmement, les élections du 18 septembre, comme toutes celles qui les ont précédées, ont été entachées de fraudes et d'irrégularités massives. Ceci est regrettable, mais nous sommes en présence d'une jeune démocratie et de conditions très difficiles. Nous devons reconnaître que les deux commissions électorales, à savoir la Commission électorale indépendante et la Commission des plaintes électorales, travaillant en collaboration, ont fait de leur mieux et déployé des efforts considérables afin de corriger les cas de fraude qu'elles ont pu découvrir. Elles ont ainsi envoyé un message contre l'impunité, qui a sûrement été très important pour tous les Afghans.

Sixièmement, nous devons reconnaître l'indépendance de toutes les institutions afghanes, aussi bien électorales que judiciaires, et admettre qu'elles remplissent leurs fonctions dans leurs domaines de compétence bien définis, conformément aux lois afghanes pertinentes et à la Constitution afghane.

Septièmement, grâce à la certification des résultats finals par les organes mandatés par la loi, à savoir les deux Commissions électorales, le processus électoral est à présent réglementairement achevé. Quelles que soient les décisions que viendra à prendre le système judiciaire conformément à ses procédures internes, l'installation de la nouvelle Assemblée doit être la prochaine étape, comme le prévoit la loi électorale.

Huitièmement, nous nous félicitons de l'annonce faite par le porte-parole du Président Karzaï que le Président a l'intention d'installer la nouvelle Assemblée avant la fin du mois de janvier.

Ce n'est qu'une fois tout cela réalisé que nous nous pencherons sur la réforme électorale. La question a été soulevée avec l'ensemble des autorités afghanes et les membres du Parlement. Il en est ressorti que la

réforme électorale était indispensable en cela qu'elle permettra d'éviter certains des problèmes rencontrés au cours de ce scrutin et des scrutins précédents. C'est ce à quoi nous devons nous atteler tous ensemble. Nous sommes persuadés que les Afghans ont les moyens de régler, par une approche politique inclusive et avant janvier si possible, certaines questions en suspens pour garantir la participation de tous, en dépit du fait que certains groupes ethniques ont été auparavant exclus des élections.

Pour terminer, je souhaite remercier les autorités afghanes, les membres du Conseil de sécurité, notre ami et collègue représentant de l'UE à Kaboul, nos amis et collègues représentant la FIAS à Kaboul, de l'appui constant que nous avons reçu jusqu'à présent pour exercer le mandat de la MANUA, qui ne peut se faire – et de mieux en mieux – que si les fonds nécessaires sont alloués dans le prochain budget.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie le Représentant spécial de Mistura de son exposé et je donne maintenant la parole au représentant de l'Afghanistan.

M. Tanin (Afghanistan) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à vous féliciter, Madame, de votre accession à la présidence du Conseil pour le mois de décembre. Je voudrais aussi remercier le Secrétaire général de son tout dernier rapport (S/2010/630), et le Représentant Staffan de Mistura de son exposé riche en informations, de son dévouement et de sa très compétente direction de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Je voudrais, comme l'a fait mon cher ami de Mistura, rendre hommage à la mémoire du regretté Ambassadeur Holbrooke, qui a déployé des efforts acharnés pour l'avènement de la paix et de la sécurité en Afghanistan, efforts qui resteront longtemps gravés dans les mémoires.

Nous sommes arrivés à la fin d'une année historique et riche en événements en Afghanistan. L'année a commencé par la Conférence de Londres, suivie de la *Jirga* de paix, de la Conférence de Kaboul, puis des deuxièmes élections législatives et, enfin, du Sommet de l'OTAN, à Lisbonne. Cette année, tandis que nous avons énormément avancé vers la définition et la consolidation de nos relations avec nos partenaires internationaux, nous avons cherché à faire participer le peuple afghan à tous nos efforts visant à instaurer la paix et la sécurité dans notre pays, à resserrer la

coopération avec les partenaires régionaux et à établir le dialogue avec les groupes de l'opposition armée.

La Conférence de Lisbonne a représenté une étape décisive sur la voie de la consolidation d'un partenariat durable entre l'Afghanistan et l'OTAN. Entre autres résultats clefs de la Conférence, nous avons adopté le cadre de transition vers un plus grand exercice de l'autorité par les Afghans durant les quatre prochaines années dans le cadre d'une approche province par province. Des mécanismes de haut niveau, qui font une place aux principaux acteurs nationaux et internationaux, ont été créés pour superviser la transition.

La nouvelle année marquera le démarrage du processus de transition. Des préparatifs pratiques sont en cours à cette fin. L'engagement de nos partenaires internationaux à poursuivre sans relâche et rapidement les activités de recrutement, de formation et de financement des Forces armées et de la police afghanes constituera un élément clef de leur nouvelle mission.

Le Sommet de Lisbonne a lancé trois messages clefs : le premier est adressé au peuple afghan pour lui promettre que la communauté internationale n'abandonnera pas l'Afghanistan et qu'elle restera à ses côtés à long terme; le deuxième, aux terroristes et aux extrémistes, pour leur signifier qu'ils échoueront dans leurs efforts visant à renvoyer l'Afghanistan à l'ère de la tyrannie et de l'oppression; le troisième, à la région, pour affirmer que la coopération est cruciale et que nos voisins ont un rôle à jouer dans la sécurité et la stabilité de l'Afghanistan, cela dans leur propre intérêt.

Améliorer la sécurité, qui demeure une priorité absolue pour le Gouvernement afghan, est aussi l'objectif principal de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS). Malgré des cas isolés d'attaques et d'attentats-suicides menés par les Taliban et autres extrémistes, la situation générale sur le plan de la sécurité s'est améliorée. Les dernières évaluations montrent que la FIAS et les Forces afghanes ont commencé pour la première fois au cours des deux dernières années à reprendre l'initiative sur le plan militaire. C'est tout particulièrement le cas dans les provinces du sud qui connaissaient auparavant un haut niveau d'insécurité. La zone de sécurité s'est étendue, et les Forces de sécurité afghanes sont présentes en force et exercent un contrôle plus strict de secteurs tenus précédemment par les combattants ennemis.

Ce succès a un effet direct sur la manière dont la population perçoit la situation. Dans les villages

afghans, en particulier dans le sud, les habitants sont conscients du progrès accompli et ont commencé à coopérer avec les autorités locales et les forces afghanes et internationales. Consolider l'appui de la population locale est essentiel au succès de l'engagement international en Afghanistan. À cet égard, on doit continuer de mettre l'accent sur la fourniture aux Afghans des services de base et d'éviter les pertes civiles lors d'opérations militaires. Nous nous félicitons des mesures accrues de renforcement de la coordination entre les forces internationales et de la révision des tactiques pour éviter d'exposer les communautés locales.

Il est à présent manifeste pour tous que le démantèlement des sanctuaires dans la région est essentiel au succès de la campagne internationale visant à stabiliser la région et à éliminer la menace terroriste. Nous ne saurions sous-estimer l'importance de s'attaquer aux sanctuaires et aux refuges dans la région qui servent de quartier général et d'état-major aux terroristes et aux extrémistes. Faute de progrès sur ce front, tous nos efforts auront été vains.

Les dernières élections législatives, les deuxièmes depuis la chute des Taliban en 2001, ont montré que le peuple afghan était attaché au processus démocratique. Des millions d'Afghans ont bravé la menace sur le plan de la sécurité et déposé leur bulletin de vote dans l'urne pour élire les membres de l'Assemblée nationale. Personne ne croyait que le processus électoral serait parfait. Les circonstances dans lesquelles se sont déroulées les élections ont fait que ces dernières ont été entachées d'irrégularités, notamment la fermeture de quelques bureaux de vote et la mise à l'écart de nombreux votes par les organes électoraux. Comme annoncé, la nouvelle Assemblée sera installée fin janvier.

Le Gouvernement afghan continue de se consacrer au renforcement de ses relations avec les pays voisins dans la région. Une coopération régionale effective est indispensable pour surmonter les nombreux obstacles auxquels se heurtent l'Afghanistan et les pays de la région. Nous poursuivons un dialogue au niveau le plus élevé avec le Gouvernement pakistanais pour resserrer la coopération en matière de lutte contre le terrorisme et promouvoir la paix, la stabilité et le développement économique dans nos deux pays.

Nous continuons de resserrer la coopération avec tous nos voisins dans la région. L'Afghanistan occupe

une position unique qui lui permet de plus en plus de servir de plate-forme économique ou encore de carrefour pour toute cette région de l'Asie.

Un événement de portée historique a eu lieu le 11 décembre à Achgabat, à la réunion au sommet entre le Turkménistan, l'Afghanistan, le Pakistan et l'Inde (TAPI). À cette occasion, d'importants accords portant lancement du projet de gazoduc ont été signés. Le Sommet a été un pas en avant capital vers la mise en place d'un cadre régional de coopération dans les domaines de l'énergie et de la sécurité énergétique.

Une fois que le processus de transition aura démarré, la réintégration et la réconciliation seront poursuivies à titre hautement prioritaire en Afghanistan. En fait, la réconciliation est de plus en plus une dimension politique essentielle de la stratégie de transition. Pour que cette réconciliation soit une réalité, il faut que les Taliban soient prêts à s'engager sincèrement dans les pourparlers, mais pour que la réconciliation soit un succès, les Taliban doivent déposer les armes, renoncer à la violence et choisir la voie de la paix. Le succès réside dans la préservation de notre atout principal, à savoir la direction et l'appropriation par les Afghans du processus de réconciliation. Et d'autres également – la communauté internationale, la région et l'ONU – ont un rôle à jouer : ils doivent aider le Gouvernement afghan à mener avec succès ses efforts de réconciliation.

Le Gouvernement afghan a œuvré avec diligence à la réalisation de nos objectifs dans les domaines de la sécurité, du développement et de la gouvernance. Les progrès réalisés récemment dans ces trois domaines sont expliqués dans le rapport intérimaire du Conseil commun de coordination et de suivi sur la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan, publié en novembre. Dans l'ensemble, les résultats ont été très encourageants, notamment dans les domaines de la gouvernance, de la transparence nationale et de la responsabilisation. Au cours des 100 premiers jours qui ont suivi la Conférence de Kaboul, 95 % des activités prévues pour mettre en place un gouvernement efficace et effectif ont été menées à bien, y compris le recrutement de 24 nouveaux gouverneurs de district et la rédaction de nouvelles lois contre la corruption.

Le Gouvernement afghan continuera de procéder à l'application effective et rapide de toutes les stratégies prioritaires nationales. À cet égard, nous continuons de suivre la situation en matière de progrès réalisés et de défis à relever pour l'ensemble des

programmes par le biais du nouveau mécanisme de suivi.

L'évaluation la plus importante de la situation en Afghanistan est le fait des Afghans eux-mêmes. D'après de récents sondages, la majorité des Afghans continue d'avoir une opinion positive du Gouvernement et appuie les efforts de réconciliation nationale; et surtout, elle est également d'avis que le pays va dans la bonne direction.

Avec le début de la transition, des rôles bien précis se dessinent, tant pour le Gouvernement afghan que pour la communauté internationale. Au cours des quatre prochaines années, le succès sera déterminé par la solidité du partenariat entre la communauté internationale et l'Afghanistan. Ce partenariat doit être essentiellement axé sur le renforcement des capacités du Gouvernement afghan à assumer ses responsabilités. Le processus de transition ne consiste pas seulement à assurer la formation des forces de sécurité afghanes. Notre partenariat doit porter activement non seulement sur la sécurité, mais aussi sur le développement et la gouvernance.

Pour que l'Afghanistan soit stable et prospère, il doit y avoir une vision et des efforts communs, ainsi qu'une unité d'action. Et je peux assurer le Conseil que, pour notre part, nous ne ménagerons aucun effort.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil.

M. Apakan (Turquie) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à vous remercier, Madame la Présidente, des paroles aimables que vous avez eues à mon égard et à l'égard de ma délégation.

Compte tenu du thème de notre présent débat, je voudrais d'abord évoquer le souvenir de l'Ambassadeur Holbrooke et son vaste legs. Au moment de sa disparition, il faisait tout son possible pour que l'Afghanistan devienne un pays stable et prospère. Sa disparition nous touche profondément. Le monde a perdu un diplomate exceptionnel qui a œuvré sans relâche en faveur de la paix et de la stabilité internationales.

Revenant au sujet qui nous occupe aujourd'hui, je tiens à souhaiter une chaleureuse bienvenue à l'Ambassadeur Tanin, que j'ai toujours plaisir à retrouver. Je remercie également le Secrétaire général pour son rapport (S/2010/630), ainsi que son Représentant spécial, M. Staffan de Mistura, pour ses

efforts très précieux et pour son exposé complet et instructif.

Je voudrais rappeler encore une fois que nous apprécions au plus haut point les efforts déployés par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et par M. de Mistura en Afghanistan, notamment l'assistance fournie pendant les élections. Nous jugeons encourageante la détermination de l'ONU à faire tout son possible, même lorsqu'elle est confrontée à des attaques.

La Turquie condamne dans les termes les plus vifs l'attentat terroriste commis contre le bâtiment de l'ONU à Herat le 23 octobre. Ces attaques ne nous feront pas renoncer. Au contraire, elles renforceront notre volonté d'aider le peuple afghan à établir une paix et une stabilité durables. Nous rendons hommage au courage du personnel de la MANUA et l'assurons de notre appui et de notre solidarité continus.

L'année 2010 a été une année importante et une étape décisive pour l'Afghanistan. Bien que la situation continue d'être grave et exige des efforts intensifs et coordonnés continus, nous croyons que le Gouvernement afghan et la communauté internationale sont sur la bonne voie. Aux conférences de Londres et de Kaboul tenues plus tôt cette année et au Sommet de l'OTAN tenu plus récemment à Lisbonne, la communauté internationale et l'Afghanistan ont fixé le processus d'une transition durable vers l'appropriation et la responsabilisation afghanes.

Nous avons toujours cru que la garantie de la durabilité des progrès réalisés à ce jour en Afghanistan est directement liée au renforcement de l'appropriation afghane et de l'autonomisation du peuple afghan. À cet égard, nous constatons avec satisfaction que le Gouvernement afghan manifeste la ferme volonté politique de faire avancer ce processus et de s'efforcer de mettre en œuvre le Processus de Kaboul. En même temps, il ne faut pas confondre transition et sortie. Il s'agit d'un processus graduel et irréversible qui sera défini par les besoins et les exigences des institutions afghanes. C'est pourquoi la communauté internationale doit maintenir fermement ses engagements et veiller à ce que son assistance réponde aux conditions, aux priorités et aux exigences du Gouvernement afghan.

Nous croyons que l'ONU en général et la MANUA en particulier ont un rôle important à jouer dans les aspects civils de la transition. Pour que la transition soit effective et irréversible, les institutions afghanes devront être fortes et efficaces, et c'est là que

l'appui de l'ONU est d'une importance critique. C'est donc à nous qu'il incombe de veiller à ce que le Représentant spécial du Secrétaire général et la MANUA disposent des moyens et des ressources nécessaires pour fournir l'assistance requise.

En fin de compte, c'est de la réconciliation politique que dépendront une paix et une stabilité durables en Afghanistan. Ce processus doit chercher à inclure tous les secteurs de la société, et à leur donner la possibilité de servir la cause de l'Afghanistan et d'être représentés. C'est pourquoi nous nous réjouissons de la création par le Président Karzaï du Haut Conseil pour la paix et de la mise en œuvre d'un programme afghan de paix et de réintégration. Nous nous félicitons également de la mise en place du Groupe d'appui de Salaam au sein de la MANUA dont la tâche consiste à appuyer ce processus, selon que de besoin.

Nous croyons que les élections constituent également une des conditions à l'instauration de la paix et de la stabilité, ainsi qu'à la normalisation de l'espace politique en Afghanistan. À cet égard, la tenue, le 18 septembre comme prévu, des deuxièmes élections parlementaires depuis 2001, en dépit de conditions de sécurité difficiles, a été une phase importante d'un processus politique vital. La Turquie félicite le Gouvernement afghan d'avoir mené sous la direction efficace du Président Karzaï et avec l'aide de la communauté internationale des efforts déterminés qui ont rendu cela possible.

Nous félicitons également le peuple afghan de s'être intéressé et d'avoir participé activement aux élections. Nous condamnons toutes les attaques et toutes les tentatives visant à saper le processus électoral par la violence. Nous présentons nos condoléances aux familles de ceux qui ont perdu la vie.

Si nous reconnaissons qu'il y a eu des irrégularités, nous apprécions le rôle critique joué par les organes électoraux afghans pour veiller à ce que les résultats des élections soient aussi transparents et crédibles que possible. Nous souhaitons vraiment que les résultats des élections parlementaires annoncés par la Commission électorale indépendante soient bénéfiques pour le peuple afghan. Le démarrage rapide de ses travaux par le nouveau Parlement contribuera directement au succès du processus par lequel les autorités afghanes assument la responsabilité de leur propre pays. Cela renforcera l'unité et la solidarité

nationales qui sont impératives pour une paix et une stabilité durables.

Si l'appui de l'ensemble de la communauté internationale au processus en Afghanistan est essentiel, nombre des défis auxquels l'Afghanistan est confronté exigent, d'abord et avant tout, l'appui constructif de ses partenaires régionaux. C'est pourquoi la Turquie a déployé de nombreux efforts pour promouvoir la coopération entre l'Afghanistan et les pays voisins, ainsi qu'à l'échelle de la région, afin d'encourager les pays concernés à traiter ensemble les problèmes qui les touchent tous. Nous avons ainsi accueilli en novembre à Istanbul la quatrième Conférence sur la coopération économique régionale concernant l'Afghanistan et organisé, en marge de cette conférence, une rencontre de théoriciens sur la question de l'Afghanistan, à laquelle ont participé des théoriciens originaires de pays parties à la Conférence.

La cinquième réunion de haut niveau du Sommet trilatéral Turquie-Afghanistan-Pakistan se tiendra à Istanbul le 24 décembre. Le processus du Sommet trilatéral lancé en 2007 est devenu un cadre dynamique qui permet d'établir une coopération multidimensionnelle dans de très nombreux domaines.

La Turquie ne doute pas que la stabilité et l'harmonie sociale et politique de l'Afghanistan se renforceront à l'avenir. La mise en œuvre de ce processus exige un leadership ferme de la part des autorités afghanes ainsi qu'une coordination étroite des activités menées par les partenaires de l'Afghanistan. De son côté, la Turquie est prête à faire de son mieux et à apporter son appui à l'Afghanistan aussi longtemps que nécessaire.

M^{me} Čolaković (Bosnie-Herzégovine) (*parle en anglais*): Je remercie le Secrétaire général pour le rapport détaillé dont nous sommes saisis (S/2010/630) et, bien entendu, son Représentant spécial, M. Staffan de Mistura, pour son exposé instructif. Je remercie également l'Ambassadeur Tanin de sa déclaration.

La Bosnie-Herzégovine se félicite de la tenue des élections législatives en Afghanistan le 18 septembre et salue la participation des Afghans à cet important exercice démocratique en dépit d'un contexte politique, sécuritaire et géographique difficile marqué par une hausse du nombre d'incidents et de victimes civiles le jour du scrutin. Nous saluons le travail difficile accompli par les institutions et organes électoraux. Malgré toutes ces difficultés, la tenue de ces élections jette des bases solides pour l'avenir de l'Afghanistan.

Nous partageons totalement l'avis du Secrétaire général selon lequel la communauté internationale et la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) doivent continuer de fournir un appui technique et politique en vue de soutenir la réforme électorale à long terme visant à consolider encore plus la capacité des autorités électorales en Afghanistan.

La Bosnie-Herzégovine considère que la promotion de la paix et la réintégration sont essentielles pour garantir un avenir meilleur à l'Afghanistan. Nous nous félicitons de l'inauguration officielle du Haut Conseil pour la paix par le Président Karzaï, le 7 octobre, ainsi que de la décision de la MANUA de mettre en place une capacité interne pour répondre à des demandes spécifiques du Conseil en matière d'assistance technique et pratique. Nous espérons que l'on continuera à prendre de telles mesures concrètes pour faire avancer, sur des bases solides, le processus de réconciliation en général.

Il est également encourageant que le Gouvernement afghan ait atteint les objectifs fixés concernant l'augmentation des effectifs de l'armée et de la Police nationales et adopté des plans de lutte contre la corruption. Nous étions tout particulièrement heureux d'apprendre que le Cabinet a approuvé l'inscription, dans le budget de l'État, d'un poste budgétaire pour la Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan. C'est un signe prometteur pour les futurs travaux de la Commission, qui, nous l'espérons, continuera de placer la protection des droits de l'homme au cœur des activités menées en vue du développement futur de l'Afghanistan. Nous nous félicitons également des mesures prises en matière d'accès à la justice grâce à l'ouverture de bureaux d'assistance judiciaire du Ministère de la justice dans plusieurs provinces. Il s'agit de mesures encourageantes et concrètes qui devraient renforcer la confiance des Afghans dans la justice de leur pays.

En ce qui concerne la cohérence de l'aide, la Bosnie-Herzégovine salue les efforts déployés par la MANUA pour appuyer la coordination des activités de développement à l'échelon sous-national. Nous partageons l'avis du Secrétaire général selon lequel l'alignement des équipes de reconstruction de province et des donateurs sur ces mécanismes dirigés par le Gouvernement sera primordial pour le développement futur du pays.

S'agissant de l'aide humanitaire, de la reconstruction et du développement, nous appuyons

pleinement le retour des réfugiés et nous nous félicitons du retour de plus de 112 000 réfugiés afghans en 2010, un chiffre près de deux fois supérieur à celui enregistré en 2009. Cela n'aurait pas été possible sans l'aide précieuse apportée par l'ONU et les organismes des Nations Unies. Nous saluons l'action menée par toutes les parties concernées qui ont créé les conditions nécessaires aux retours, grâce notamment à l'amélioration des conditions de sécurité dans certaines zones de l'Afghanistan, à de nouvelles perspectives d'emploi et aux programmes gouvernementaux de distribution de terres. Nous demandons de nouveau à tous les acteurs de poursuivre leurs efforts utiles visant à créer les conditions nécessaires pour garantir des retours économiquement viables.

Nous jugeons encourageant le renforcement de la coopération régionale entre l'Afghanistan et les pays voisins et, à cet égard, nous saluons le rôle joué par la Turquie pour ce qui est de faciliter et faire avancer la participation des pays de la région en Afghanistan. Nous espérons que les recommandations concernant les domaines d'investissement prioritaires formulées lors de la dernière Conférence sur la coopération économique régionale concernant l'Afghanistan, qui a eu lieu à Istanbul, permettra de promouvoir la coopération économique régionale et d'obtenir des résultats concrets sur le terrain.

Nous tenons également à saluer les progrès accomplis en matière de déminage, qui faciliteront le développement économique du pays, en particulier dans les zones rurales. Ces activités ont permis, entre autres résultats concrets, d'améliorer la sécurité du peuple afghan et de dégager des espaces pour le nouveau réseau ferroviaire.

La Bosnie-Herzégovine trouve préoccupante la détérioration sensible de la situation en matière de sécurité par rapport aux années précédentes. Nous jugeons particulièrement préoccupante la situation de la population civile qui continue de payer le prix des attaques meurtrières menées sur tout le territoire afghan. Les civils restent les cibles les plus exposées, et nous exhortons toutes les parties concernées à redoubler d'efforts pour les protéger. Nous devons utiliser toutes les ressources à notre disposition pour protéger cette population innocente.

Enfin, en ce qui concerne l'appui à la Mission et les questions opérationnelles de la MANUA, nous nous félicitons de la signature, le 28 novembre, de l'accord entre l'ONU et le Gouvernement koweïtien concernant

la création officielle du Bureau d'appui de la MANUA au Koweït, afin de l'aider à poursuivre ses tâches techniques et administratives essentielles dans un environnement sûr.

Pour terminer, nous remercions le personnel de la MANUA et l'ensemble du personnel des Nations Unies présent en Afghanistan pour l'action dévouée qu'ils mènent afin d'améliorer la vie quotidienne du peuple afghan.

M. Churkin (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous sommes reconnaissants au Représentant spécial du Secrétaire général, M. Staffan de Mistura, pour son analyse détaillée de la situation en Afghanistan. Nous saluons le travail accompli par M. de Mistura et par la Mission qu'il dirige.

Le Processus de Kaboul se trouve à un tournant historique dans le contexte d'une persistance des tensions aux plans militaire et politique dans le pays. Les activités terroristes menées par les Taliban et Al-Qaida demeurent la principale menace à laquelle l'Afghanistan et l'ensemble de la région sont exposés, comme le démontre l'augmentation du nombre d'actes de violence dirigés contre la population civile et le personnel des Nations Unies.

Nous prenons acte des progrès accomplis grâce à la présence des forces militaires internationales dans le sud de l'Afghanistan. Malheureusement, à ce jour, cette tendance positive ne s'inscrit pas sur le long terme. Dans le même temps, les extrémistes ont considérablement intensifié leurs activités dans le nord et le nord-est du pays. Les forces de sécurité afghanes et la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) doivent intensifier leurs efforts pour éviter que l'instabilité ne gagne le nord du pays et ne traverse ses frontières, en menant conjointement les tâches difficiles indispensables à la normalisation de la situation en Afghanistan.

Le retrait de la FIAS ne sera possible que lorsqu'elle se sera acquittée du mandat que lui a confié le Conseil de sécurité. Cela nécessitera la formation multilatérale de forces armées nationales pour leur permettre de lutter par elles-mêmes contre le terrorisme, le banditisme et la criminalité liée à la drogue et de stabiliser la situation générale en Afghanistan.

Nous appuyons la politique menée par les dirigeants afghans qui vise à la réconciliation nationale. La pierre de touche de cette réconciliation

est la reconnaissance de la Constitution afghane par les forces antigouvernementales, la cessation de leur lutte armée et la rupture de tout lien avec Al-Qaïda et d'autres groupes terroristes. Toute autre interprétation de la réconciliation nationale donnerait incontestablement à penser aux extrémistes que la communauté internationale est disposée à accepter leurs conditions. Nous réaffirmons la nécessité impérieuse d'appuyer le régime de sanctions efficace prévu par la résolution 1267 (1999) du Conseil de sécurité.

Nous estimons que la tenue d'élections parlementaires est un progrès pour le Gouvernement afghan et espérons que le nouveau Parlement du pays, en collaboration avec le Président et d'autres pouvoirs, promouvra l'édification d'un État pacifique, indépendant, prospère et neutre en Afghanistan.

L'intensification des efforts de lutte contre la drogue est l'une des préoccupations urgentes. Nous notons l'attention croissante prêtée à ce problème dans le rapport. Les revenus provenant du trafic de stupéfiants alimentent la machine de guerre des Taliban, corrompent les structures gouvernementales et empêchent la mise en place d'une économie saine. S'étant associé au terrorisme, le trafic de stupéfiants afghan menace désormais la paix et la stabilité internationales.

À ce jour, nous ne sommes pas parvenus à inverser la tendance concernant les quantités croissantes d'opiacés venant d'Afghanistan. La réduction considérable de la récolte de pavot à opium de cette année est due à une phytopathologie. Selon les données récentes de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, la superficie des cultures de stupéfiants détruites en 2010 a été la plus faible de ces cinq dernières années.

Sur la base des données fournies par le Secrétaire général sur l'écart croissant entre les prix des opiacés et d'autres produits agricoles, on peut conclure qu'il est de plus en plus attrayant d'investir dans la production et le trafic de drogue. Nous soulignons une fois encore la nécessité de prendre des mesures plus actives pour détruire les cultures de stupéfiants et les laboratoires de production de la drogue. Nous espérons que la troisième conférence internationale sur la lutte contre les stupéfiants afghans, qui se tiendra l'année prochaine dans le cadre du Processus Paris-Moscou, permettra d'adopter des décisions sérieuses en vue de mener une action d'ensemble tout au long de la chaîne

de production et d'approvisionnement des stupéfiants, de la destruction des cultures de stupéfiants et des infrastructures de production de la drogue et du marquage des précurseurs à l'inscription des barons de la drogue sur les listes de sanctions.

La Fédération de Russie a l'intention d'accroître considérablement sa contribution à la mise en œuvre du programme spécial de lutte contre les stupéfiants en Afghanistan mis en place par l'ONU. Au Sommet Russie-OTAN tenu à Lisbonne, le Président de la Fédération de Russie, Dimitri Medvedev, a une fois encore attiré l'attention sur notre proposition de longue date visant à ce que l'OTAN et l'Organisation du Traité de sécurité collective, qui lutte actuellement activement contre le trafic des stupéfiants dans le cadre de l'opération Channel, coopèrent dans la lutte contre les stupéfiants afghans. De fait, de nombreux membres de l'OTAN prennent part à cette opération en tant qu'observateurs nationaux.

La Russie appuie concrètement les efforts déployés par la présence militaire internationale pour stabiliser la situation en Afghanistan. Au Sommet Russie-OTAN, qui s'est tenu à Lisbonne, a été conclu un accord par lequel les conditions de transit offertes par la Russie à l'OTAN pour les chargements à destination de l'Afghanistan s'appliquent également aux chargements en provenance de ce pays. Nous avons l'intention d'élargir la formation du personnel des forces de l'ordre en Afghanistan, en Asie centrale et au Pakistan, surtout dans le domaine de la lutte contre les stupéfiants. Un projet concernant les hélicoptères a été approuvé afin de former des pilotes afghans et de fournir des hélicoptères russes et assurer leur maintenance pour répondre aux besoins des forces de sécurité afghanes.

Nous aidons également l'Afghanistan au niveau bilatéral. Nous fournissons des armes légères et de petit calibre et des munitions aux autorités chargées du maintien de l'ordre. Nous formons actuellement des cadres de la police et des spécialistes des affaires civiles, accroissant notamment le nombre des bourses que nous offrons. Nous sommes prêts à remettre en état certaines infrastructures qui avaient été construites avec l'aide de l'Union soviétique et qui sont indispensables à la relance de l'économie afghane.

Nous estimons, comme le Secrétaire général, qu'il faut aider à développer une coopération régionale efficace pour régler les problèmes de l'Afghanistan. De nombreuses organisations et formations régionales,

notamment l'Organisation de Shanghai pour la coopération, contribuent à cet effort commun. Nous approuvons dans l'ensemble les conclusions et propositions figurant dans le rapport, mais nous voudrions que l'analyse des conséquences de la situation en Afghanistan pour la paix et la sécurité internationales soit étoffée.

M. Parham (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je m'associe aux remerciements exprimés par l'Ambassadrice DiCarlo à l'égard de nos collègues qui vont quitter le Conseil à la fin de l'année. Je voudrais également m'associer aux autres orateurs pour rendre hommage à Richard Holbrooke, diplomate remarquable qui va beaucoup nous manquer. En sus des condoléances exprimées par le Secrétaire d'État britannique aux affaires étrangères, j'adresse les condoléances de la délégation britannique à la famille de l'Ambassadeur Holbrooke, à la délégation des États-Unis et au Gouvernement et au peuple des États-Unis.

Nous sommes reconnaissants au Secrétaire général pour son rapport (S/2010/630) et au Représentant spécial pour son exposé.

Le Royaume-Uni est déterminé à travailler avec le Gouvernement afghan, l'ONU et l'ensemble de la communauté internationale afin d'édifier un Afghanistan plus sûr et stable. Bien que des défis considérables subsistent, il importe de reconnaître que des progrès ont été accomplis. Ces progrès sont accomplis en partenariat avec le Gouvernement afghan. De plus en plus, il appartient aux Afghans eux-mêmes de trouver les solutions aux défis auxquels nous sommes confrontés et de diriger les processus dans ce sens.

Nous nous félicitons de l'annonce des résultats finals certifiés des élections législatives de 2010 en Afghanistan et nous espérons que le nouveau Parlement entrera en fonctions aussi rapidement que possible. Nous saluons le courage manifesté par les électeurs, les responsables et les candidats afghans avant, pendant et après le scrutin. Le Royaume-Uni condamne avec la dernière énergie les tentatives des insurgés de saper le processus électoral et toute violence dirigée contre les bureaux de vote et les électeurs. La Commission électorale indépendante et la Commission des plaintes électorales méritent d'être félicitées pour les améliorations enregistrées dans la conduite de ces élections et les efforts déployés pour réduire au minimum les fraudes électorales.

Il est important désormais de se concentrer sur la réforme électorale à plus long terme. À la Conférence de Kaboul, le Gouvernement afghan s'est engagé à renforcer le cadre électoral afghan. Nous nous félicitons des efforts déployés par l'ONU pour mobiliser l'appui et la dynamique en faveur d'un programme de réformes réaliste dirigé par les Afghans, et nous sommes prêts à apporter notre appui, le cas échéant, aux côtés de l'ensemble de la communauté internationale.

L'Afghanistan a été un des thèmes principaux abordés au Sommet de l'OTAN tenu en novembre à Lisbonne. Le Royaume-Uni se félicite de ce que les 48 nations qui fournissent des effectifs à la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) continuent de le faire et maintiennent leur dévouement à la cause d'un Afghanistan sûr et stable. Pour sa part, le Royaume-Uni s'emploiera, en collaboration avec nos partenaires de la FIAS et le Gouvernement afghan, à faire que l'objectif défini par le Président Karzaï soit atteint, à savoir que les principales responsabilités en matière de sécurité soient transférées aux Forces nationales de sécurité afghanes dans toutes les provinces d'ici à la fin 2014. Le processus de transition dépendra bien sûr de la situation dans chaque district et dans chaque province.

Nous nous félicitons de la démarche dynamique adoptée par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) visant à appuyer les aspects civils de la transition en donnant la priorité aux ressources humaines et à l'appui qu'elle fournit aux autorités provisoires. Nous attendons avec intérêt les précisions qui nous seront fournies en temps voulu sur cette question par le Représentant spécial, M. de Mistura.

Avec la transition, le rôle de la FIAS sera moins axé sur le combat et plus sur la formation, l'encadrement et l'appui. Les engagements que les pays fournisseurs de contingents ont déjà faits à la Mission de formation de l'OTAN en Afghanistan sont encourageants. Nos efforts de formation contribuent pour beaucoup à l'augmentation des capacités de la Force internationale d'assistance à la sécurité et rendront la transition possible. Bien que des promesses aient été faites pour combler les pénuries actuelles en formateurs prioritaires, le Royaume-Uni continuera d'exhorter ses partenaires internationaux à veiller à ce que la Mission de formation de l'OTAN dispose des ressources nécessaires pour atteindre ses objectifs.

Les victimes civiles sont une grande source de préoccupation pour le Royaume-Uni. Nous estimons qu'il est important de redire que la grande majorité de ces victimes sont liées aux actions des insurgés, pas des forces progouvernementales. Nous nous félicitons des efforts que la FIAS et les Forces nationales de sécurité afghanes continuent de déployer pour réduire au minimum le nombre de victimes civiles.

Un processus politique mené par les Afghans eux-mêmes est nécessaire pour étayer les progrès militaires enregistrés par la FIAS et les Forces nationales de sécurité afghanes. Nous nous félicitons des mesures prises par le Gouvernement afghan à cet égard, notamment l'inauguration du Haut Conseil pour la paix qui dirigera les efforts de paix et de réintégration et l'élaboration d'un programme de réintégration efficace et durable. Nous appuyons ce processus politique pour tous les Afghans qui remplissent les conditions fixées par le Gouvernement afghan, rompent tous liens avec Al-Qaïda, s'abstiennent de toute violation et acceptent de vivre au sein du cadre constitutionnel afghan.

Comme le Secrétaire général le recommande dans son rapport, il est impératif que la communauté internationale appuie le Gouvernement afghan de manière à faire des progrès dans ce domaine essentiel. Nous attendons avec intérêt que le « Groupe d'appui de Salaam » de la MANUA joue un rôle important à cet égard.

Pour terminer, l'Afghanistan est et restera une priorité pour le Royaume-Uni. Les défis auxquels nous sommes confrontés sont certes considérables, mais nous sommes tout à fait résolus à atteindre l'objectif d'un Afghanistan où la sécurité régnera et continuerons d'appuyer la MANUA dans ses efforts, ainsi que Staffan de Mistura qui la dirige de manière fort efficace, pour atteindre cet objectif.

M. Nishida (Japon) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, Staffan de Mistura, de son exposé riche en détails et en informations. Je tiens également à exprimer ma gratitude aux hommes et aux femmes de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), qui ont montré leur attachement profond à une mission extrêmement difficile. Je salue aussi évidemment la présence de notre ami, l'Ambassadeur Tanin, et le remercie de sa déclaration.

Je tiens d'emblée à exprimer la vive tristesse que j'ai ressentie à l'annonce du décès de l'Ambassadeur Richard Holbrooke, Envoyé spécial des États-Unis pour l'Afghanistan et le Pakistan. On gardera de lui le souvenir d'un homme qui a voué toute sa vie à la communauté internationale. Je présente mes condoléances les plus sincères à sa famille.

Le Japon accueille avec satisfaction la certification des résultats finals de l'élection des nouveaux membres du Parlement afghan grâce à un processus électoral organisé par les Afghans eux-mêmes, même si nous reconnaissons que le récent rapport du Secrétaire général (S/2010/630) fait état de fraudes et d'irrégularités massives. Nous rendons hommage aux citoyens afghans qui ont participé aux élections pour décider ainsi de leur propre avenir. Nous rendons également hommage aux autorités afghanes concernées, notamment la Commission électorale indépendante et la Commission des plaintes électorales. Nous pensons que la reconstruction et le développement de l'Afghanistan devraient se dérouler sans heurts sous la houlette du nouveau Parlement. Nous espérons également que le Gouvernement afghan fera tout son possible pour réformer le processus électoral sur le long terme et pour mettre en place un système électoral plus libre et transparent, avec le ferme appui de la MANUA et de la communauté internationale.

Le Gouvernement japonais se félicite des importants résultats obtenus lors du Sommet de l'OTAN à Lisbonne en novembre. Il s'agissait d'une étape importante, car les alliés et les partenaires de l'OTAN ont confirmé qu'ils étaient déterminés à mettre en place les conditions nécessaires pour que les forces afghanes se chargent de la sécurité du pays d'ici à la fin de 2014. Le Japon est déterminé à apporter une assistance pour renforcer les capacités des Forces nationales de sécurité afghanes en coopérant pleinement et en coordonnant ses activités avec la MANUA et d'autres donateurs internationaux. La Diète japonaise a récemment adopté un budget qui affectera 540 millions de dollars supplémentaires à un programme d'aide de 5 milliards de dollars sur cinq ans. Le Japon fournit une aide pour payer les salaires et l'équipement de la Police nationale afghane. Nous comptons également coopérer avec la Turquie pour former la police et augmenter notre contribution au fonds d'affectation spéciale pour l'armée nationale afghane. Nous souhaitons sincèrement contribuer au renforcement des capacités du Gouvernement afghan

en matière de sécurité. À cet égard, le Japon envisage d'un œil favorable la possibilité d'envoyer du personnel médical et d'hygiène publique des Forces d'autodéfense pour former l'armée nationale afghane dans les mêmes domaines.

À la Conférence de Kaboul de juillet, couronnée de succès, des progrès importants ont été accomplis vers le développement de l'Afghanistan lorsque les dirigeants afghans ont présenté leur programme prioritaire national, sur lequel la communauté internationale s'est engagée à aligner son assistance. Le renforcement de la gouvernance en Afghanistan est essentiel pour le développement futur du pays. À cet égard, il est essentiel que le Gouvernement afghan lutte contre la corruption.

Nous nous félicitons de la mise en place officielle du Haut Conseil pour la paix. Il est important que le programme afghan de paix et de réintégration lancé à la Conférence de Kaboul soit régulièrement mis en œuvre par le Gouvernement afghan afin d'obtenir des résultats concrets et de faire progresser le processus de réintégration, qui doit être mené par le Gouvernement afghan avec l'appui de la communauté internationale. Il est important que la communauté internationale, notamment le Japon, non seulement apporte le financement nécessaire au programme afghan de paix et de réintégration, mais également des idées et des conseils concrets pour les projets de développement.

Ayant abordé une nouvelle phase de la transition qui vise à confier aux Afghans l'ensemble des responsabilités, la MANUA joue désormais un rôle de plus en plus important d'appui au Gouvernement et au peuple afghans. Le rôle de coordination de la MANUA est important pour que le Processus de Kaboul puisse avancer. Nous sommes extrêmement reconnaissants au Représentant spécial du Secrétaire général, Staffan de Mistura, de ses efforts sans relâche. Nous continuerons de coopérer avec lui et avec la MANUA.

Pour terminer, je tiens à réaffirmer que même après la fin de son mandat au Conseil de sécurité, le Japon continuera de contribuer de la même manière aux efforts déployés en Afghanistan.

M. Wang Min (Chine) (*parle en chinois*) : Je tiens à remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, Staffan de Mistura, de son exposé et l'Ambassadeur Zahir Tanin, Représentant permanent de l'Afghanistan, de sa déclaration.

La Commission électorale indépendante a récemment annoncé les résultats des élections législatives en Afghanistan. La tenue de ces élections a été un événement important dans la vie politique de l'Afghanistan cette année et un nouveau pas notable vers la prise en main du Gouvernement de leur pays par les Afghans eux-mêmes. Nous espérons sincèrement que le peuple afghan saisira cette occasion pour consolider encore davantage l'unité et le consensus et pour aller de l'avant afin de parvenir rapidement à la paix, à la réconciliation et au développement.

L'instauration d'une paix durable et de la stabilité en Afghanistan et le développement du pays sont dans l'intérêt commun de la communauté internationale. Le processus afghan de paix et de reconstruction traverse actuellement une phase de transition critique, et il est encore confronté à de nombreux problèmes. Ce processus doit être de fait pris en main et mené par les Afghans.

La Chine appuie le Gouvernement afghan dans ses efforts pour renforcer ses capacités nationales, de manière à être en mesure d'exercer son autorité sur l'ensemble de son territoire. Il faut déployer des efforts équilibrés pour progresser dans tous les secteurs – notamment le développement économique, la sécurité et la stabilité, la réconciliation nationale, la gouvernance, l'état de droit et la lutte contre les stupéfiants – afin de progresser constamment dans la mise en œuvre du Processus de Kaboul. Nous encourageons le Gouvernement afghan à prendre des mesures efficaces pour hâter son développement économique et améliorer les moyens de subsistance de son peuple.

La Chine appuie les progrès réalisés s'agissant de renforcer les forces afghanes de sécurité et de police, ce qui améliore la capacité du pays d'assurer sa propre sécurité nationale. La transition vers l'exercice par le Gouvernement afghan des responsabilités en matière de sécurité doit se faire de façon ordonnée, à condition d'assurer au préalable la sécurité et la stabilité.

Nous appuyons le Gouvernement afghan dans ses efforts de mise en œuvre du programme de paix et de réintégration. Nous espérons qu'il consultera avec sérieux son peuple et les différentes factions politiques pour élargir constamment la base politique favorable à la réconciliation.

Pour parvenir à une paix durable, à la stabilité et au développement, l'Afghanistan a encore besoin de

l'attention soutenue et de l'appui de la communauté internationale. La communauté internationale doit respecter l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Afghanistan, tenir pleinement et sérieusement sa promesse d'aider le pays et respecter les priorités de celui-ci dans le cadre de ce processus.

L'ONU est un partenaire important dans le processus de paix et de reconstruction afghan. La Chine appuie l'ONU et la MANUA pour qu'elles continuent de jouer un rôle de premier plan et de coordination dans le processus de paix et de reconstruction afghan, et espère que la MANUA apportera une plus grande contribution pour coordonner l'aide à l'Afghanistan.

M. Onemola (Nigéria) (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier M. Staffan de Mistura, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Nous saluons en outre la participation de l'Ambassadeur Tanin et le point de vue qu'il nous a présenté.

Madame la Présidente, le Nigéria présente ses profondes condoléances pour la disparition de l'Ambassadeur Richard Holbrooke, dont le travail novateur en Afghanistan ne saurait être oublié. Notre plus grand regret est qu'il n'ait pas vécu pour assister au couronnement de l'action qu'il avait commencée en Afghanistan. Nous lui devons de continuer, afin que les Afghans puissent réaliser leurs rêves pour le développement et la sécurité dans le pays.

Le Nigéria se félicite de l'issue positive, le 18 septembre, des élections à la Chambre basse du Parlement, la *Wolesi Jirga*, en dépit des énormes obstacles qui se sont présentés, notamment l'intimidation des électeurs par les insurgés, et les cas signalés de fraude électorale. La certification des résultats définitifs a renforcé la crédibilité du processus électoral du pays et peut servir de base pour d'autres avancées de la réforme électorale. Nous saluons la Commission électorale indépendante, sous direction afghane, pour ses efforts et ses contributions, ainsi que la MANUA pour avoir fourni l'appui technique requis pour les élections.

Les parties ayant déposé des plaintes auprès de la Commission des plaintes électorales doivent désormais permettre au processus juridique de suivre son cours. On ne saurait trop insister sur l'obligation de la Commission des plaintes de traiter de manière diligente et transparente toutes les plaintes en suspens. Aussi

bien la Commission électorale indépendante que la Commission des plaintes électorales doivent tirer profit des discussions en cours avec l'ONU pour renforcer davantage leurs capacités.

Nous nous félicitons de l'installation officielle du Haut Conseil pour la paix par le Président Hamid Karzaï. La responsabilité conférée à ses membres est cruciale pour la paix et l'unité nationales. Ils doivent par conséquent créer une plate-forme de réconciliation, comme prévu, et promouvoir la paix et l'unité grâce à des mesures de confiance. Cela est particulièrement important pour essayer de réintégrer des groupes armés qui ont exprimé leur engagement à déposer les armes, à renoncer à la violence et à appuyer les efforts du Gouvernement pour le développement.

La situation sécuritaire instable en Afghanistan continue d'entraver le développement politique et économique du pays. Les attaques persistantes perpétrées par les insurgés et les terroristes contre des civils innocents et le personnel des organisations non gouvernementales et de l'ONU méritent notre ferme condamnation, en particulier celle menée contre le complexe de l'ONU regroupant plusieurs organismes, le 23 octobre. Notre centre d'intérêt et notre priorité doivent être de continuer à renforcer la capacité de sécurité de l'Afghanistan et de mettre en œuvre le cadre gouvernemental de sécurité. Ces conditions sont incontestablement essentielles pour renforcer la préparation du Gouvernement à assumer la pleine responsabilité de l'imposition de l'ordre public d'ici à 2014. La formation technique et militaire, ainsi que l'appui au renforcement des capacités, assurés par la MANUA, demeurent importants et feront toute la différence. En honorant ses engagements, la communauté internationale aidera aussi le processus.

La communauté internationale doit continuer d'appuyer les structures démocratiques de l'Afghanistan, encore peu affirmées, et faire montre de solidarité avec le Gouvernement. Il ne faut pas laisser les menaces et les attaques entraver les efforts pour instaurer la paix dans le pays et dans l'ensemble de la région. Nous saluons la politique régionale afghane, qui met l'accent sur le dialogue politique avec les pays voisins. Les bénéfices de cette politique se voient déjà dans l'amélioration et le renforcement des relations entre l'Afghanistan et ses voisins.

Le Nigéria salue le rôle que joue la MANUA s'agissant de susciter une approche cohérente à l'égard de l'assistance des donateurs en appui au programme

anticorruption du Gouvernement afghan. Nous appuyons le renforcement et l'expansion des bureaux de terrain de la MANUA, ainsi que les efforts visant à assurer une meilleure coordination entre les partenaires de l'ONU grâce au développement du Cadre stratégique intégré, actuellement en cours, qui sont des avancées essentielles vers l'exécution effective par la MANUA de son mandat de coordination du développement.

Le Nigéria note avec inquiétude l'accès restreint accordé aux activités humanitaires, malgré la demande grandissante de cette aide. Des efforts mieux concertés sont nécessaires pour faire face à la situation. Toutefois, nous apprécions le travail considérable accompli par le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés pour faciliter le retour d'un certain nombre de réfugiés afghans.

Le Nigéria salue l'annonce faite que le nouveau parlement sera installé au début de janvier 2011. Nous espérons que le peuple et le Gouvernement afghans saisiront cette occasion pour approfondir les activités d'instauration de la confiance et d'édification de la nation en vue d'examiner concrètement les questions de sécurité et de gouvernance dans le pays. Nous remercions aussi ceux qui continuent de pourvoir à la formation, à la prise en charge et au soutien de l'armée et de la police afghanes, ainsi que ceux qui ont pris des engagements financiers pendant la conférence des donateurs.

Pour terminer, le Nigéria exprime sa gratitude au personnel de la MANUA pour son dévouement, et au Représentant spécial du Secrétaire général pour son attachement sans faille aux efforts de paix déployés en Afghanistan.

M. Rugunda (Ouganda) (*parle en anglais*) : Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), M. Staffan de Mistura, de son exposé riche d'informations sur la situation en Afghanistan. Je me félicite de la participation à la présente séance du Représentant permanent de l'Afghanistan, l'Ambassadeur Tanin.

L'Ouganda s'associe aux autres membres du Conseil pour rendre hommage à l'Ambassadeur Richard Holbrooke pour ses services et les efforts inlassables qu'il a accomplis à la recherche de la paix, de la sécurité et de la stabilité en Afghanistan. Nous adressons une fois encore l'expression de notre

sympathie et nos condoléances à sa famille ainsi qu'au Gouvernement et au peuple des États-Unis.

L'Ouganda félicite le peuple afghan d'avoir mené à terme les élections, malgré les irrégularités signalées. Nous considérons les élections comme une avancée positive dans le processus de démocratisation et de guérison du pays. Maintenant que les élections sont passées, nous voudrions encourager le Gouvernement à tendre la main à tous les Afghans dans la quête de paix et de stabilité du pays. Il ne fait aucun doute que toutes les tendances de l'éventail politique devront faire des efforts et des compromis pour parvenir à un règlement politique juste et durable.

Nous sommes préoccupés par le fait que la situation sécuritaire dans certaines parties du pays a continué de se détériorer, malgré les efforts déployés par le Gouvernement, appuyé par la communauté internationale. L'Ouganda condamne les attaques terroristes perpétrées par les Taliban, Al-Qaïda et d'autres groupes extrémistes, dans le but de troubler la paix et la sécurité dans le pays. Nous saluons les efforts du Gouvernement afghan visant à poursuivre ses programmes portant sur l'amélioration de la sécurité, la réintégration et l'élaboration d'un cadre pour le transfert des responsabilités en matière de sécurité aux forces afghanes en 2014. Nous félicitons la MANUA pour son concours pendant cette période de transition.

Nous nous félicitons de l'amélioration des relations bilatérales et régionales entre l'Afghanistan et ses voisins. Nous sommes convaincus que la stabilité et la prospérité de l'Afghanistan sont indissociables de celles des pays voisins. Par conséquent, nous invitons l'Afghanistan à renforcer davantage sa coopération avec les pays voisins sur la base de leur souhait commun de régler les problèmes de sécurité et d'améliorer la coopération économique.

Nous nous réjouissons en outre des progrès réalisés par le Gouvernement et le peuple afghans en assumant progressivement des rôles de direction et la responsabilité du développement de leur pays. À notre avis, il s'agit d'une condition indispensable pour l'instauration d'une paix et d'un développement durables.

L'Afghanistan aura encore besoin de l'appui et du partenariat de la communauté internationale. Nous nous félicitons du Processus de Kaboul adopté par le Gouvernement afghan et ses partenaires internationaux. Nous appelons les partenaires de développement à

harmoniser leur appui avec les priorités fixées par le pays.

Enfin, nous voudrions remercier le Représentant spécial du Secrétaire général et le personnel de la MANUA pour le travail qu'ils continuent de réaliser dans des conditions très difficiles et éprouvantes.

Puisqu'il s'agit probablement de la dernière séance officielle du Conseil de sécurité à laquelle je participe en ma qualité de représentant de l'Ouganda, à l'approche de la fin de notre mandat de deux ans au Conseil, je tiens à dire à quel point cela a été un grand honneur et un grand plaisir pour moi et ma délégation de travailler avec tous les délégués au Conseil. Madame la Présidente, je voudrais vous remercier, ainsi que les autres délégations qui siègent au Conseil, de votre excellente coopération et de l'appui dont a bénéficié la délégation ougandaise.

Je voudrais également remercier l'équipe du Secrétariat affectée au Conseil de sécurité et tous les autres fonctionnaires du Secrétariat qui ont travaillé dans les coulisses, pour leur professionnalisme et leur appui sans faille durant toute cette période.

Pour terminer, je voudrais présenter nos meilleurs vœux aux délégations de la Colombie, de l'Allemagne, de l'Inde, du Portugal et de l'Afrique du Sud, les nouveaux membres du Conseil de sécurité.

M. Heller (Mexique) (*parle en espagnol*) : Je voudrais remercier le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, M. Staffan de Mistura, d'avoir présenté le rapport (S/2010/630) et de son engagement ferme en faveur de la paix, de la stabilité et du développement de ce pays. Nous voudrions également remercier le Représentant permanent de l'Afghanistan, l'Ambassadeur Tanin, dont nous avons suivi la déclaration avec beaucoup d'attention, comme d'habitude.

Nous nous associons à l'hommage qui a été rendu à l'Ambassadeur Holbrooke.

Au cours de ces deux dernières années où nous avons eu l'honneur et le privilège de siéger au Conseil de sécurité, en ce qui concerne la question de l'Afghanistan, les principales préoccupations de ma délégation ont porté sur les effets du conflit sur la situation précaire de sécurité dans laquelle vit la population, le nombre alarmant des victimes civiles, notamment les attaques contre le personnel des Nations Unies, et la nécessité de la mise en place d'un

processus politique sans exclusive, qui doit aboutir à la stabilité et à la réconciliation dans le pays.

Nous avons souligné que la stabilité en Afghanistan ne dépend pas uniquement de la réussite des opérations militaires et de sécurité, mais d'un processus de dialogue et de réconciliation véritable, ainsi que de l'élimination des causes profondes de la violence, par des mesures destinées à promouvoir le développement, le respect des droits de l'homme et le renforcement de l'état de droit. Nous souscrivons pleinement à la position du Représentant spécial du Secrétaire général selon laquelle il n'existe pas de solution militaire en Afghanistan.

L'appui apporté à la stratégie qui prévoit que les forces afghanes assumeront de nouveau la responsabilité en matière de sécurité à partir de 2014 démontre la volonté partagée de relever les défis qui existent toujours. Toutefois, nous sommes d'avis avec le Secrétaire général que cette stratégie doit être guidée par les progrès accomplis sur le terrain plutôt que par des impératifs rigides de calendrier.

À cet égard, nous saluons les efforts déployés par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) et les exhortons à continuer d'aider les autorités afghanes à créer des conditions qui leur permettront d'assumer progressivement toutes les responsabilités en matière de gouvernance, de sécurité et de développement économique du pays, conformément au Processus de Kaboul. Nous redisons que par le biais d'une approche sans exclusive, à laquelle participent les femmes et les minorités ethniques et religieuses, la mise en œuvre de ce processus aura de plus grandes chances de succès.

Ma délégation exprime de nouveau sa profonde préoccupation devant le nombre de civils, y compris des femmes et des enfants, qui ont trouvé la mort ou ont été blessés suite à des actes de violence liés au conflit, nombre qui a considérablement augmenté depuis 2009. Nous nous déclarons également préoccupés par le recrutement d'enfants par les forces des Taliban et par la violence visant spécifiquement les filles, actes que nous condamnons également. Nous exhortons toutes les parties à respecter leurs obligations découlant du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme et de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour assurer la protection des civils en application des résolutions

du Conseil de sécurité, notamment la résolution 1882 (2009).

Par ailleurs, nous rejetons totalement de nouveau le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, et nous condamnons toutes les attaques visant les civils, les travailleurs humanitaires et le personnel des Nations Unies. Nous espérons que la communication et la coordination entre le Représentant spécial du Secrétaire général, les forces afghanes et la FIAS continueront d'être renforcées pour réduire le nombre des victimes civiles et améliorer la situation en matière de sécurité dans le pays.

Même si les dernières élections du 18 septembre ont montré que les institutions électorales afghanes s'étaient incontestablement renforcées depuis les élections précédentes, il n'en reste pas moins que le nombre élevé d'irrégularités et de plaintes dont a été saisie la Commission des plaintes électorales reflète les défis auxquels l'Afghanistan fait toujours face en matière de renforcement des capacités institutionnelles. La transparence et la légitimité des processus électoraux sont au nombre des éléments essentiels qui permettront au Gouvernement d'être plus efficace dans sa lutte contre la corruption et l'impunité dans le pays.

Il importe de mettre à profit cette occasion pour planifier une réforme électorale à long terme, une réforme qui devrait être dirigée par le Gouvernement afghan, et bénéficier d'un appui de la MANUA et de la communauté internationale, en vue de renforcer les capacités des autorités électorales.

S'agissant de l'état de droit, nous réaffirmons que l'application de la justice et du principe de responsabilité est indispensable pour que s'instaure durablement la paix en Afghanistan. Cela passe aussi par la lutte contre la corruption et la criminalité organisée. Nous saluons les initiatives conjointes, prises en particulier par les Gouvernements afghan, iranien et pakistanais, de lutte contre la production, le trafic et la consommation de drogues dans la région. Cette coopération basée sur le concept de responsabilité partagée, contribuera à renforcer la confiance mutuelle et à promouvoir les stratégies communes de lutte contre ce phénomène, qui a manifestement un effet direct sur la situation sécuritaire dans la région.

Enfin, nous réaffirmons notre appui et notre gratitude au Représentant spécial du Secrétaire général pour son engagement et pour son rôle de chef de file dans la quête du dialogue et de la réconciliation, ainsi

qu'au personnel de la MANUA et à la présence internationale en Afghanistan. Nous sommes persuadés que les dirigeants du pays resteront attachés à leurs priorités nationales et qu'ils sauront tirer avantage de l'appui que leur fournissent les Nations Unies pour garantir la stabilité, le bien-être et le développement du peuple afghan.

M. Briens (France) : Je voudrais tout d'abord remercier M. de Mistura pour l'exposé qu'il vient de faire sur la situation en Afghanistan, et je m'associe à la déclaration que fera un peu plus tard le représentant de l'Union européenne.

Je voudrais aussi me joindre à tous ceux qui dans leur intervention ont rendu hommage à l'Ambassadeur Richard Holbrooke et à son action en faveur de la paix et de la sécurité en Afghanistan.

Les élections du 18 septembre ont été loin d'être parfaites. Elles ont néanmoins permis au peuple afghan de s'exprimer, et à leurs institutions de démontrer qu'elles étaient capables de préparer, de mener et d'assurer par elles-mêmes le suivi de ces élections qui, rappelons le, se sont tenues dans des conditions très difficiles. Les résultats proclamés le 24 novembre et 1^{er} décembre par les instances électorales indépendantes doivent être respectés, et le nouveau parlement convoqué le plus rapidement possible. Et je rejoins le Secrétaire général lorsqu'il met en garde contre une remise en question de l'ensemble du processus électoral, sous couvert d'enquêtes judiciaires.

Je tiens à renouveler le soutien de mon pays aux instances électorales indépendantes, dont la place doit être au centre du nouveau chantier qui nous attend tous, celui de la réforme du cadre électoral afghan, réforme nécessaire et trop longtemps reportée, ainsi que le souligne la résolution 1917 (2010) du Conseil de sécurité.

En allant voter pour élire leurs représentants, les Afghans, toutes ethnies, religions et convictions politiques confondues, ont exprimé le souhait que leur avenir collectif se décide par le débat au sein d'institutions, et non par les armes. C'est un message puissant adressé en faveur d'une réconciliation inter-afghane. Il n'y aura pas de victoire militaire sans solution politique, comme il n'y aura pas de réintégration réussie sans réconciliation véritable. Nous continuons d'appuyer les efforts du Président Karzaï en ce sens et nous saluons la création du Haut Conseil pour la paix. Les déclarations hostiles de certains

dirigeants Taliban ne doivent en aucun cas faire dévier de cet objectif de paix les Afghans de bonne volonté.

Ce processus, naturellement, doit être conduit par les Afghans eux-mêmes, mais nous devons continuer à souligner qu'il doit respecter les conditions clairement rappelées lors de la Conférence de Kaboul : la renonciation à la violence, l'absence de liens avec le terrorisme international, le respect de la Constitution, la protection des droits de l'homme et des droits des femmes. Nous faisons confiance au Représentant spécial pour relayer ce message, et saluons son engagement accru dans ce processus.

Le régime de sanctions créé par la résolution 1267 (1999) pourra le moment venu être un levier utile, combinant incitation et pression vis-à-vis des opposants armés qui souhaitent rejoindre le jeu démocratique.

Enfin, la sortie de crise et la stabilité de l'Afghanistan dépendront enfin d'un renforcement du dialogue régional, que les Nations Unies sont le plus à même de soutenir.

Depuis notre dernière réunion en septembre, l'effort conjoint de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) et des Forces de sécurité afghanes nous a permis de reprendre l'initiative vis-à-vis des Taliban et de consolider la présence de l'État afghan dans certaines zones du pays. Peu à peu, l'armée et la police afghanes montent en puissance. Nos efforts tant militaires que de formation commencent donc à porter leurs fruits, y compris dans le district de Surobi et la province de Kapisa où sont engagées les forces françaises. C'est une nouvelle encourageante pour l'avenir de l'Afghanistan.

Notre effort s'inscrit désormais dans une stratégie de transfert de l'ensemble des responsabilités en matière de sécurité aux Afghans d'ici à 2014. C'est un des principaux résultats du Sommet de l'OTAN, qui s'est tenu à Lisbonne les 19 et 20 novembre en présence du Secrétaire général et du Président Karzaï. Ce processus de transition va dans le sens que nous prônons depuis le Sommet de Bucarest en 2008, celui de *l'afghanisation*. Il doit être mené sur la base de critères sécuritaires et de gouvernance, afin que le transfert soit durable et irréversible, et tenir compte des conditions sur le terrain. Ce processus va redéfinir graduellement les contours de notre engagement civil et militaire en Afghanistan, et il est important que la MANUA s'y prépare.

Malgré ces développements encourageants, nous ne sous-estimons pas la difficulté des défis qui nous attendent. La situation sécuritaire reste préoccupante. Il est inquiétant à cet égard de constater que les civils payent un tribut de plus en plus lourd. Le rapport du Secrétaire général (S/2010/630) confirme malheureusement que la baisse du nombre de victimes liées aux opérations menées par les forces pro-gouvernementales, acquise au prix d'efforts et d'une prise de risque accrue par nos propres soldats, est surcompensée par l'augmentation des victimes causées par les Taliban, dont les attaques visent de façon indiscriminée civils et militaires.

Je voudrais, pour finir, réaffirmer ma gratitude envers les agents de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et le plein soutien de la France à l'action du Représentant spécial. Le personnel des Nations Unies accomplit un travail remarquable, dans des conditions très difficiles, comme l'a rappelé l'attaque menée à Hérat le 23 novembre. Il est essentiel que, dans la période qui s'ouvre devant nous, les Nations Unies restent activement engagées en Afghanistan, avec des moyens financiers et un mandat qui soient adaptés aux défis auxquels elle devra faire face.

M. Assaf (Liban) (*parle en arabe*) : Je tiens à commencer par remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Staffan de Mistura, de ses efforts et de son exposé. Je voudrais remercier aussi l'Ambassadeur Tanin de sa déclaration.

Je voudrais dire combien nous attriste la perte de l'envoyé spécial des États-Unis en Afghanistan, l'Ambassadeur Holbrooke.

J'aimerais faire les observations suivantes. Le simple fait que les élections législatives du 18 septembre 2010 aient pu se tenir dans des conditions difficiles sur les plans politique, géographique et sécuritaire représente un pas en avant vers l'enracinement de la démocratie. Il convient en effet que nous nous félicitions de la participation encourageante, malgré les circonstances, des candidats comme des électeurs, en particulier des femmes.

Toutefois, le nombre élevé de cas de fraude et d'irrégularités, comme indiqué dans le rapport du Secrétaire général, ainsi que la détérioration de la situation sécuritaire, n'ont pas permis au peuple afghan d'exprimer sa volonté de la manière souhaitée. Il importe à notre avis que des mesures soient prises contre ceux soupçonnés de s'être livrés à des pratiques

frauduleuses pour éviter que de tels actes ne se répètent à l'avenir.

Nous tenons à condamner une fois de plus les attaques terroristes ciblant des civils innocents et les forces internationales. Nous sommes préoccupés par le fait que dans de nombreuses régions du pays, les conditions de sécurité ne s'améliorent pas. Après tout, la sécurité est une condition essentielle au développement social et économique. Le Comité international de la Croix-Rouge a indiqué que la sécurité est pire qu'elle ne l'a jamais été par le passé, et c'est peut-être là un avertissement que le Conseil de sécurité devrait écouter. Cela devrait peut-être l'inciter à adopter vis-à-vis de la situation en Afghanistan une approche plus globale.

Convaincus que seule une solution politique garantissant la véritable participation des parties principales à la gouvernance permettra de mettre un terme à la crise qui fait rage en Afghanistan, nous appuyons le processus de réconciliation et de réintégration en vue de parvenir à un règlement historique entre tous les secteurs de la société afghane. Nous nous félicitons de toutes les mesures prises, sans exception, pour concrétiser les engagements du Processus de Kaboul, notamment pour améliorer la sécurité, l'administration et le développement, ainsi que pour assurer le transfert graduel aux Afghans de la responsabilité entière de la sécurité.

Nous nous félicitons également de la décision prise par l'Organisation de la Conférence islamique de nommer un représentant en Afghanistan, lequel pourrait jouer un rôle très positif en faveur de la sécurité, de la stabilité et de la reconstruction du pays. Nous accueillons également avec satisfaction la décision prise par l'État du Koweït de parrainer un bureau d'appui pour le personnel de la MANUA, ainsi que l'offre faite par les Pays-Bas de mettre en place un bureau qui assurerait un refuge au personnel à Kaboul.

Nous rappelons la nécessité de poursuivre la coopération régionale et d'aider les États voisins, car la situation en Afghanistan et dans les pays voisins est évidemment interdépendante, ce qui a des conséquences pour l'économie et la sécurité, notamment pour ce qui est de la lutte contre les stupéfiants. Les stupéfiants constituent l'une des principales sources de financement du terrorisme. C'est pourquoi le rétablissement de la paix en Afghanistan sert les intérêts de l'ensemble des États voisins.

Je voudrais, pour terminer, remercier l'ONU et ses institutions spécialisées en Afghanistan des efforts qu'elles déploient en faveur du développement en fournissant des services sanitaires et éducatifs et une assistance alimentaire, en renforçant les capacités, en améliorant la condition des femmes, en promouvant les droits de l'homme et en encourageant le retour des réfugiés. Après une année au cours de laquelle la communauté internationale a manifesté un intérêt marqué pour l'Afghanistan, le Liban espère que ces efforts porteront leurs fruits l'année prochaine afin que le peuple afghan puisse enfin connaître la sécurité, la stabilité et la prospérité.

M^{me} Dunlop (Brésil) (*parle en anglais*) : Je remercie le Représentant spécial, M. Staffan de Mistura, pour son exposé et pour le travail que lui-même et son équipe mènent à bien dans le cadre de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Je remercie également l'Ambassadeur Zahir Tanin pour sa déclaration et je m'associe également à mes collègues pour exprimer nos condoléances et dire toute notre appréciation des initiatives diplomatiques de l'Ambassadeur Holbrooke. Le Brésil remercie également pour leur travail les pays dont le mandat au Conseil de sécurité expire à la fin du mois de décembre.

À l'approche de la fin de l'année 2010, le présent débat est une bonne occasion de faire le bilan d'une année riche en événements, notamment pour ce qui est des relations entre l'Afghanistan et la communauté internationale. Dans l'ensemble, le tableau est positif, bien qu'il y ait encore des progrès à faire.

Le sommet tenu entre l'OTAN et le Gouvernement afghan en novembre dernier a mis la dernière touche au cadre nécessaire au processus de transition au Gouvernement afghan d'une responsabilité accrue de sa sécurité. Ce processus avait été lancé par le Président Karzaï lors de son second discours d'investiture et par la Conférence de Londres. Le message de la déclaration signée à Lisbonne est clair, comme l'indique son titre : « Un partenariat durable ». Le processus de transition, conformément aux engagements pris à Londres et à Kaboul, doit se faire dans le respect de l'engagement à long terme pris par l'OTAN en faveur d'un Afghanistan souverain, indépendant, démocratique, sûr et stable. La difficulté consiste désormais à traduire cet engagement en réalités concrètes sur le terrain.

Le fait que l'armée et la police afghanes aient dépassé les objectifs fixés en matière de constitution de leurs forces est la manifestation évidente de la détermination de ce pays à assumer une plus grande responsabilité de sa propre sécurité. Les Afghans méritent un appui international continu pour ces efforts, notamment la fourniture du matériel et des capacités nécessaires. Cette coopération est essentielle pour réduire le nombre record de victimes civiles, dont plus de 75 % sont dues aux groupes armés d'opposition et aux forces progouvernementales. Bien que la protection des civils ait fait l'objet de progrès notables, il faut faire plus pour leur éviter de nouvelles souffrances. Il est essentiel à cet égard de redoubler d'efforts en faveur de la paix et de la réintégration, car il est clair qu'il est impossible de parvenir à une solution durable par des moyens exclusivement militaires.

Ma délégation est encouragée par le fait qu'un certain nombre de combattants qui seraient des soldats des groupes armés d'opposition ont déjà contacté les autorités afghanes pour exprimer leur intention de déposer les armes et de rentrer dans leur communauté. Nous espérons que cette évolution de la situation se confirmera et préparera la voie à de véritables pourparlers de paix au plus haut niveau.

Un autre fait nouveau important a été la participation du Haut Conseil pour la paix et de responsables du Gouvernement à la conférence sur la justice et la réconciliation organisée par la société civile et la MANUA. L'intensification des consultations avec la société civile à propos de la paix, de la réconciliation et de la réintégration peut contribuer de manière notable à garantir la paix et à renforcer les résultats obtenus ces dernières années, surtout pour ce qui est des droits fondamentaux et des droits des femmes.

Les élections parlementaires ont montré que les autorités afghanes peuvent tirer les leçons du passé et avancer vers la consolidation de la démocratie. Bien que de nombreuses allégations d'irrégularités aient été faites, et en dépit de problèmes politiques, logistiques et de sécurité, les institutions électorales ont été en mesure de procéder à des enquêtes et de répondre avec efficacité aux plaintes déposées. Il faut que tous respectent la volonté du peuple afghan et les décisions des institutions électorales indépendantes sans ingérence injustifiée. Mais comme toujours, des améliorations sont possibles, y compris des améliorations qui dépendent des conditions de sécurité,

comme par exemple l'augmentation de la participation électorale et la réalisation de progrès concernant une réforme électorale à long terme.

Le Brésil salue les progrès que le Gouvernement afghan a réalisés vis-à-vis des engagements pris dans le cadre du Processus de Kaboul. Nous apprécions notamment la mise en place d'un cadre de suivi et de communication de l'information qui suivra les progrès réalisés dans l'exécution des programmes nationaux prioritaires, la réalisation de plus de 70 % des objectifs fixés pour octobre et la définition des plans à court et à moyen termes d'exécution des programmes. Tandis que le Gouvernement afghan axe son attention sur la mise en œuvre et la prestation de ces programmes, l'appui de la communauté internationale sera d'autant plus critique et urgent.

Nous notons à cet égard l'insuffisance d'information sur les progrès réalisés par la communauté internationale concernant ses engagements vis-à-vis du Gouvernement afghan. Une façon de combler cette lacune serait de créer un mécanisme de suivi et de communication de l'information qui veillerait à la réalisation des engagements pris par la communauté internationale d'augmenter l'assistance budgétaire et de réajuster l'aide extrabudgétaire.

La quatrième Conférence régionale de coopération économique concernant l'Afghanistan, tenue à Istanbul, et les progrès relatifs à l'Accord sur le commerce de transit entre l'Afghanistan et le Pakistan constituent des avancées importantes pour la coopération régionale avec l'Afghanistan. La mise en œuvre de cet Accord et des recommandations de la Conférence peut largement contribuer au développement social et économique de l'Afghanistan et à sa pleine intégration dans la sous-région. Nous saluons également la tenue de la Conférence internationale sur l'investissement à Doubaï.

La réaction de l'ONU suite à l'attaque dirigée contre un de ses complexes à Hérat montre que notre organisation est capable de tirer des enseignements de malheurs passés. Nous applaudissons à l'amélioration des dispositifs de sécurité dans les locaux de l'ONU en Afghanistan et à l'augmentation du nombre de logements sécurisés. La création du Bureau d'appui au Koweït et l'acquisition du complexe Alpha ont permis de pallier la pénurie de personnel recruté sur le plan international au sein de la MANUA, même si le taux de vacance de postes reste élevé. Nous encourageons le

Secrétaire général et son Représentant spécial à poursuivre leurs efforts afin d'aider la MANUA à s'acquitter de son mandat.

Pour terminer, l'année 2010 ayant été marquée par le renouvellement du partenariat entre l'Afghanistan et la communauté internationale et par la mise en place de conditions propices à une transition responsable, le Brésil espère qu'en 2011, nous honorerons nos engagements mutuels et permettrons au peuple afghan de connaître la prospérité, la stabilité et la paix qu'il mérite.

M. Mayr-Harting (Autriche) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je remercie le Représentant spécial, M. de Mistura, pour son exposé et pour le travail qu'il accomplit dans des conditions extrêmement difficiles. Nous tenons à rendre hommage aux femmes et aux hommes qui travaillent avec la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et à l'ensemble du personnel des Nations Unies qui se trouve en Afghanistan pour faire en sorte que ce pays connaisse un avenir meilleur. Nous devons tout mettre en œuvre pour leur permettre de s'acquitter de leur mission de manière efficace et pour garantir leur sécurité. Je tiens également à remercier l'Ambassadeur Tanin de son importante contribution au débat d'aujourd'hui.

Je m'associe aux précédents orateurs pour adresser nos condoléances à la délégation des États-Unis suite au décès de l'Envoyé spécial des États-Unis en Afghanistan et au Pakistan, l'Ambassadeur Richard Holbrooke. J'ai eu le privilège de travailler avec lui sur des questions liées à la réconciliation et au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999); son engagement et son énergie m'ont fait une profonde impression.

L'Autriche s'associe à la déclaration que fera la délégation de l'Union européenne au nom de l'Union européenne. L'Autriche tient à faire quelques remarques supplémentaires.

Des faits importants ont eu lieu en Afghanistan au cours de l'année écoulée. La tenue de la première conférence internationale organisée à Kaboul depuis plusieurs décennies a marqué une étape particulièrement significative. Nous nous félicitons des progrès accomplis par le Gouvernement afghan dans la mise en œuvre des engagements des conférences de Londres et de Kaboul, y compris la mise au point d'un mécanisme de suivi devant servir à évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre de chacun des

programmes prioritaires. Le renforcement des mécanismes du Conseil commun de coordination et de suivi est un autre pas important pour promouvoir le dialogue et la concertation nécessaires et pour assurer la mise en œuvre efficace du Processus de Kaboul.

Pour être mené à bien, le Processus de Kaboul doit inclure tous les secteurs de la société afghane. Il est essentiel que le peuple afghan s'approprie au maximum cette feuille de route et se prenne en charge autant que possible pour garantir la stabilité du pays sur le long terme. Nous partageons également l'avis du Secrétaire général selon lequel le processus de transition doit être guidé par les réalités du terrain et permettre au peuple afghan de jouir des dividendes de la paix. L'amélioration des moyens de subsistance et la création de possibilités d'obtenir des revenus durables – y compris pour les femmes et les filles – seront des aspects importants de cet effort.

Nous saluons l'installation en octobre dernier du Haut Conseil pour la paix, ainsi que la création du Groupe d'appui de Salaam au sein de la MANUA pour appuyer les travaux du Conseil pour la paix. Nous encourageons le Gouvernement afghan à étudier les recommandations formulées par des groupes de la société civile concernant le processus de paix et à faciliter l'inclusion de la société civile dans le processus de paix et de réconciliation au moyen d'une large représentation des communautés religieuses, des groupes ethniques et des femmes. La résolution 1325 (2000) et les résolutions ultérieures du Conseil de sécurité concernant les femmes, la paix et la sécurité concernent directement cette question.

Nous tenons également à reconnaître le travail important accompli par la MANUA en matière de droits de l'homme. Le récent rapport de la MANUA sur l'application de la loi de 2009 sur l'élimination de la violence contre les femmes fait état de pratiques traditionnelles nuisibles qui constituent des violations des droits des femmes et des filles afghanes et contient des recommandations dont il faut partir pour améliorer la situation des femmes en Afghanistan.

Le processus électoral ayant été récemment achevé, nous voudrions féliciter les institutions électorales afghanes pour le travail qu'elles ont accompli avec dévouement dans des conditions très difficiles. Nous espérons que les représentants récemment élus à la Chambre basse de l'Assemblée nationale seront rapidement invités à assumer leurs importantes fonctions législatives. Nous nous félicitons

de l'annonce faite par le Président Karzaï que la première séance du nouveau parlement se tiendrait fin janvier. Une réforme électorale globale et durable doit être menée en priorité.

La difficile situation sécuritaire en Afghanistan demeure très préoccupante, notamment en raison de l'augmentation sensible du nombre de victimes. La plupart des morts et des blessés parmi la population civile, en particulier le nombre de plus en plus important de femmes et d'enfants victimes de ces attaques, sont clairement imputables aux éléments hostiles au Gouvernement. Nous condamnons fermement le fait qu'ils prennent directement pour cible la population civile, y compris des fonctionnaires et des membres du personnel international. Il convient de souligner une fois encore que ces méthodes de guerre violent les principes fondamentaux du droit international humanitaire.

Je voudrais également aborder la situation concernant la drogue en Afghanistan, objet de l'étude annuelle sur la culture du pavot publiée par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC). Les conclusions de cette étude sont préoccupantes puisque la culture et la production de stupéfiants se poursuivent en Afghanistan, et se concentrent principalement dans des zones où les Taliban et Al-Qaïda sont actifs, et puisque le trafic de drogues continue également. Dans ce contexte, nous encourageons le Gouvernement afghan à redoubler d'efforts pour lutter contre la culture du pavot et le trafic de drogues, en coopération étroite avec la communauté internationale et avec l'appui de l'UNODC. Une approche globale traitant les questions liées à la sécurité, à la gouvernance, à l'état de droit et aux droits de l'homme est essentielle pour mener une lutte efficace contre la drogue en Afghanistan et dans la région.

Je tiens à remercier les autorités afghanes et la MANUA pour l'excellente coopération dont j'ai bénéficié en tant que Président du Comité 1267 et je voudrais souligner l'importance d'une coopération soutenue, notamment en ce qui concerne les demandes de radiation de la liste. La liste récapitulative reste un document évolutif. Nous devons par conséquent continuer à faire en sorte que la liste reflète la menace réelle, et cela signifie qu'il faut élaguer la liste de toutes les données qui ne sont plus pertinentes et que les données nouvelles appropriées qui seront introduites reflètent les nouvelles menaces. Je me félicite que, aussi récemment que vendredi dernier, le

Comité ait pris une autre bonne décision concernant une demande de radiation. En même temps, je tiens à rappeler aux autorités afghanes que les personnes inscrites sur la Liste ont la possibilité de s'adresser au nouveau Médiateur du Comité 1267.

Il s'agit très probablement de la dernière séance publique du Conseil à laquelle j'ai l'honneur de participer en tant que représentant de l'Autriche durant le mandat de mon pays. Je tiens donc, Madame la Présidente, à vous remercier pour les propos aimables que la délégation des États-Unis a tenus à l'ouverture de cette séance. Je tiens également à vous remercier, ainsi que tous les autres membres du Conseil, et le secrétariat du Conseil de l'excellente coopération dont nous avons bénéficié au cours des deux dernières années.

Mon pays est depuis toujours convaincu que la qualité de membre du Conseil de sécurité constitue avant tout une prestation rendue par un membre élu à notre organisation et à ses États Membres. Nous allons bientôt retourner dans les rangs – retrouver notre environnement naturel en tant que membre permanent de l'Assemblée générale –, nous continuerons de servir le système des Nations Unies de notre mieux, en nous appuyant sur les principes mêmes qui nous ont guidés ces deux dernières années. Nous souhaitons plein succès aux cinq nouveaux membres du Conseil.

M. Mounghara Moussotsi (Gabon) : Je voudrais à mon tour remercier le Représentant du Secrétaire général, M. Staffan de Mistura, pour la clarté et la concision de l'exposé qu'il nous a fait sur la situation en Afghanistan. J'en profite pour saluer le courage, l'engagement et le professionnalisme dont M. de Mistura et son équipe font montre dans l'accomplissement du mandat que leur a confié le Conseil de sécurité.

Je voudrais aussi renouveler l'expression de la sympathie de ma délégation suite au décès de l'Ambassadeur Holbrooke, qui s'était investi dans le rétablissement de la réconciliation et de la paix en Afghanistan.

À l'écoute de l'exposé de M. de Mistura, ma délégation note une évolution globalement positive de la situation en Afghanistan marquée, depuis les Conférences de Londres et de Kaboul, par quelques avancées tant au niveau institutionnel que politique, à en juger par le bon déroulement des dernières élections législatives et le processus de réconciliation nationale,

et ce dans un contexte sécuritaire particulièrement difficile.

Ma délégation voudrait principalement intervenir sur les deux points ci-après : les progrès enregistrés, et la persistance d'un certain nombre de défis qui contrastent avec les acquis déjà obtenus dans le processus de transition.

Au chapitre des progrès, ma délégation se félicite de l'excellent travail effectué par les institutions électorales afghanes qui a permis une organisation satisfaisante des élections à la Chambre basse de l'Assemblée nationale. Malgré quelques lacunes, ces élections ont montré la capacité du peuple afghan d'assumer son destin, attestant ainsi de l'importance qu'il accorde au développement institutionnel et démocratique de son pays dans un environnement paisible et unitaire. Il faut maintenant que le nouveau parlement se mette au travail afin de confirmer cette trajectoire démocratique si nécessaire à la paix et à la stabilité du pays.

Ces avancées ne doivent pas nous faire oublier l'ampleur des défis qui restent à relever. La situation en matière de sécurité demeure préoccupante au regard de la persistance de nombreux attentats terroristes qui affectent le quotidien de nombreux civils afghans ainsi que les acteurs humanitaires et le personnel des Nations Unies. À cela s'ajoute une corruption galopante nourrie par le trafic des stupéfiants et l'impunité. Nous exhortons le Gouvernement afghan à tout mettre en œuvre pour lutter efficacement contre ces phénomènes, qui constituent une réelle menace à la paix et à la stabilité du pays. Une telle action contribuerait à instaurer, à n'en point douter, un climat de confiance entre le Gouvernement et le peuple afghans, d'une part, et la communauté internationale, d'autre part.

La coopération régionale constitue un maillon important dans le processus de développement politique, sécuritaire et économique du pays. À cet effet, nous saluons le resserrement des relations diplomatiques et commerciales entre l'Afghanistan et ses voisins, notamment le Pakistan et le Tadjikistan. Cette coopération peut également se renforcer dans le domaine de la lutte contre les stupéfiants en améliorant les moyens de répression.

Nous ne saurions terminer sans renouveler notre appui à la MANUA pour sa contribution à l'effort de stabilisation de l'Afghanistan.

Vous me permettez, Madame la Présidente, de me joindre à l'hommage que vous avez si heureusement et si justement rendu à nos collègues qui quittent le Conseil de sécurité. Nous avons apprécié à leur juste valeur les efforts qu'ils ont fournis et la contribution qu'ils ont apportée dans les débats du Conseil.

La Présidente (*parle en anglais*): Je vais maintenant faire une déclaration à titre national.

Je souhaite la bienvenue au Représentant spécial, M. Staffan de Mistura. Je tiens tout d'abord à remercier le Représentant spécial et les collègues ici présents pour les paroles aimables qu'ils ont prononcées à l'endroit de l'Ambassadeur Holbrooke. Comme l'a dit le Vice-Président Biden au Conseil la semaine dernière, l'Ambassadeur Holbrooke a été l'un des plus grands partisans de la paix aux États-Unis et il a servi son pays avec compétence dans cette salle et au-delà. Il manquera beaucoup à nous tous.

Nous continuons d'être impressionnés par la direction vigoureuse et efficace imprimée par le Représentant spécial de Mistura à la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Nous apprécions également le travail réalisé par tout le personnel des Nations Unies en Afghanistan, qui opère dans des conditions difficiles au nom de la communauté internationale et à l'appui du peuple afghan.

Au Sommet de l'OTAN tenu à Lisbonne le mois dernier, le Gouvernement afghan et ses partenaires internationaux se sont engagés à mettre en place un plan clair pour avancer. Ensemble, nous sommes convenus qu'au début de 2011, les Afghans entameront le processus de transition et assumeront les responsabilités en matière de sécurité, et nous avons fixé un objectif, que les forces afghanes assumeraient les responsabilités en matière de sécurité dans tout le pays d'ici à la fin 2014. Notre objectif final en Afghanistan est d'aider les Afghans à édifier un État capable de se suffire à lui-même, avec l'aide de la communauté internationale, et qui ne servira plus jamais de refuge aux terroristes.

La transition des responsabilités en matière de sécurité, conjuguée à un engagement durable en Afghanistan au-delà de 2014, est indispensable au succès de nos efforts à long terme. La transition sera un processus graduel, fondé sur des conditions, pas un événement unique. Tout comme le partenariat entre l'OTAN et l'Afghanistan convenu au Sommet de

Lisbonne confirme l'appui durable plus large de la communauté internationale à l'Afghanistan, les États-Unis poursuivront aussi leur appui au développement et à la sécurité de l'Afghanistan en tant que partenaire stratégique.

La formation est l'élément fondamental pour rendre la transition possible. Nos alliés et partenaires ont montré leur attachement durable à cette mission à Lisbonne en répondant aux besoins de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan en ce qui concerne les formateurs des Forces nationales de sécurité afghanes. Nos actions prouvent que nous sommes en train de mettre en place une stratégie de transition, pas une stratégie de sortie. Au fur et à mesure que la transition progresse, nous demanderons à la MANUA de jouer un rôle important et accru pour appuyer la gouvernance locale, surveiller la situation des droits de l'homme et appuyer les efforts déployés par les Afghans pour réintégrer les ex-combattants qui souhaitent retrouver leur place dans la société afghane.

Les États-Unis se félicitent de la certification par la Commission électorale indépendante afghane des résultats finals des élections à la Chambre basse de l'Assemblée nationale (*Wolesi Jirga*) tenues le 18 septembre. Ces élections importantes, conduites dans des circonstances difficiles, ont été les premières élections législatives dirigées intégralement par des institutions afghanes depuis la chute des Taliban en 2001. Nous attendons avec impatience la constitution du nouveau parlement pour qu'il puisse commencer à assumer son rôle constitutionnel important au nom du peuple afghan.

Alors que nous envisageons l'avenir au-delà des élections de cette année, il importera que la MANUA continue de travailler avec les institutions électorales afghanes pour poursuivre la réforme électorale à long terme. Nous nous félicitons des plans de la MANUA en la matière.

Puisque nous sommes réunis au moment où la Cinquième Commission en est au plus fort de l'examen des questions budgétaires de l'ONU, je voudrais insister brièvement sur l'importance qu'il y a à répondre aux besoins financiers de la MANUA. Ce Conseil a confié à la MANUA un mandat étendu, et pour qu'elle s'en acquitte tout en assurant la sécurité de son personnel, il faut la doter de ressources suffisantes. Les États-Unis exhortent tous les États Membres à examiner avec attention la récente demande

de la MANUA concernant son budget et à l'appuyer pleinement pour financer cette mission indispensable.

Malgré les nombreux défis, des progrès réels ont été réalisés en Afghanistan cette année. Avec les Forces nationales de sécurité afghanes, nous avons dans l'ensemble entravé l'élan des Taliban, qui a même été stoppé dans certaines zones importantes. Dans de nombreux endroits, les progrès enregistrés restent fragiles et réversibles, mais indubitablement nous leur retirons le contrôle de plusieurs zones et davantage d'Afghans réintègrent leurs communautés.

Ces avancées n'auraient pas été possibles sans l'aide au développement civile. Nous devons aller de l'avant en 2011 avec encore plus d'énergie et de détermination. Cette année sera décisive. Pour préserver ces acquis et assurer la sécurité dans le temps, il faut que l'Afghanistan réalise de toute urgence des progrès politiques et économiques. Pour aller de l'avant, nous devons tous nous employer avant tout à renforcer la prestation de services essentiels, la transparence et la responsabilisation. Nous ne devrions pas non plus perdre de vue les défis considérables auxquels les femmes afghanes sont confrontées et nous devons continuer de soutenir leurs efforts pour consolider leurs acquis politiques, économiques et sociaux, mais également en matière de sécurité.

Les États-Unis continueront d'aider le peuple afghan qui travaille à édifier un Afghanistan plus fort dans l'intérêt de tous ses citoyens.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Italie.

M. Ragolini (Italie) (*parle en anglais*) : L'Italie s'associe à la déclaration qui sera faite au nom de l'Union européenne. Je tiens à faire quelques remarques à titre national.

Je tiens toutefois tout d'abord à évoquer le souvenir de Richard Holbrooke. J'ai eu la chance de le connaître au moment où il consacrait ses talents diplomatiques aux Balkans, avec la détermination qui le caractérisait. Sa contribution passionnée à la cause d'un Afghanistan libre et démocratique a laissé une marque importante pour nous tous.

L'Italie accueille avec satisfaction le rapport (S/2010/630) préparé par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) sur la

situation dans le pays. Nous réaffirmons notre ferme appui aux efforts déployés par la MANUA pour assurer la cohérence de l'action internationale et pour aider l'Afghanistan en cette période de transition à faire en sorte que les Afghans assument le plein contrôle de leur pays. Ce processus, élaboré par les autorités afghanes et approuvé lors du Sommet de l'OTAN à Lisbonne, doit être mis en œuvre régulièrement et progressivement, sur la base de certaines conditions. Le Sommet a décidé que la phase de transition commencerait en 2011, avec 2014 comme échéance réaliste pour un transfert de responsabilité crédible dans les domaines de la sécurité, de la gouvernance et du développement. Dans le même temps, nous sommes tous déterminés à aider l'Afghanistan qui sera notre partenaire à part entière au-delà de 2014, dans un cadre conjoint cohérent au sein duquel la MANUA continuera de jouer un rôle clef.

Le Gouvernement afghan et la communauté internationale doivent désormais déployer des efforts concertés et soutenus pour surmonter les obstacles à une transition viable et irréversible. Tous les éléments de ce processus sont interdépendants et se renforcent mutuellement. En d'autres termes, des progrès dans le domaine de la sécurité, de la gouvernance et du développement doivent être accompagnés par un dialogue constructif entre tous les groupes ethniques et politiques de la société afghane.

La réconciliation politique doit être un processus dirigé par les Afghans, respecter la législation nationale et les droits fondamentaux et bénéficier de l'appui des partenaires régionaux. Les principes d'inclusion et de participation doivent guider les activités du Haut Conseil pour la paix. Un consensus sur le plein respect des valeurs nationales fondamentales poserait un fondement solide pour les institutions afghanes.

Un processus de réintégration réussi contribuerait à la réconciliation en renforçant la confiance mutuelle et en faisant reculer l'influence exercée par l'insurrection. C'est pour cette raison que nous accueillons avec satisfaction le programme afghan de paix et de réintégration qui a été approuvé à la Conférence de Kaboul et qui est l'expression d'un processus équilibré pris en main par les Afghans. Ce programme doit toutefois rester dans les limites convenues et être étroitement lié aux priorités en matière de sécurité. Pour que ce programme soit viable, il doit adopter une approche axée sur les communautés et s'adapter progressivement aux réalités

et aux besoins locaux. L'amélioration des conditions de vie, la création d'emplois et l'harmonisation entre les mécanismes traditionnels de règlement des différends et de prise de décisions et une administration moderne décentralisée sont essentiels pour que les efforts de réintégration soient couronnés de succès.

De ce point de vue, nous cherchons avant tout à veiller à ce que le Processus de Kaboul continue sur sa lancée. Des progrès notables ont été accomplis s'agissant de concevoir un cadre de procédure et de surveillance. Nous devons désormais encourager le Gouvernement afghan à transposer en mesures concrètes ses programmes nationaux prioritaires, de telle manière que les communautés afghanes dans l'ensemble du pays puissent constater par elles-mêmes que des résultats tangibles ont été obtenus.

L'idée que l'Afghanistan peut réaliser un développement durable, grâce à ses ressources humaines et naturelles et à la participation la plus large possible de la société civile, se situe au cœur de la phase de mise en œuvre. Chaque phase doit avoir pour but principal de mettre en place une économie fonctionnelle et un Gouvernement responsable et efficace.

La sécurité s'améliorant progressivement grâce à une meilleure formation et à un meilleur encadrement des Forces afghanes de sécurité, l'Italie s'efforce désormais d'apporter une aide civile en mettant l'accent sur le renforcement des capacités et des institutions et en favorisant le dialogue entre les citoyens afghans et leurs représentants. Nous sommes déterminés à promouvoir une relation équilibrée entre les différents niveaux de gouvernement grâce à une coordination renforcée, à des capacités administratives accrues et à des sources de revenu prévisibles, allant du centre à la périphérie.

La communauté internationale doit prêter une plus grande attention à la justice et à l'état de droit et soutenir davantage ces secteurs. Nous restons attachés à une réforme solide de l'administration publique et du secteur judiciaire afghans. Nous sommes prêts à fournir notre savoir-faire en la matière, tout en appuyant les efforts accrus de l'Union européenne.

Déchiré par des décennies de guerre, l'Afghanistan a l'occasion de rompre le cercle vicieux de la pauvreté et de la dépendance. C'est pour cette raison que nous sommes déterminés à contribuer à la mise en place d'un climat propice à l'investissement, en améliorant les services financiers et en appuyant les

entreprises locales. Notre objectif est de lancer un processus autonome qui s'appuie sur le peuple et sur les ressources dont il dispose. Un tel processus fournira une assistance technique qui ne peut pas être obtenue par d'autres moyens, des perspectives d'investissements et des systèmes de traitement modernes, tout en veillant à ce que le peuple afghan soit au centre de ce processus et en soit responsable.

Pour terminer, nous devons de toute urgence commencer à travailler avec le Gouvernement afghan, la *Wolesi Jirga* nouvellement élue et la société civile, cela avec le soutien crucial de la MANUA. Il faut lancer une réforme électorale à long terme qui mette à profit les enseignements tirés des élections de 2009 et de 2010. Une réforme globale est indispensable au bon équilibre des relations entre le Gouvernement et son peuple, dans le cadre de la Constitution afghane.

La Présidente (*parle en anglais*): Je donne maintenant la parole au représentant de l'Inde.

M. Hardeep Singh Puri (Inde) (*parle en anglais*): Je voudrais vous remercier, Madame la Présidente, d'avoir organisé le débat d'aujourd'hui sur la situation en Afghanistan. Nous remercions le Secrétaire général de son dernier rapport (S/2010/630) et son Représentant spécial, M. Staffan de Mistura, de son exposé. Nous remercions également l'Ambassadeur Zahir Tanin, Représentant permanent de l'Afghanistan, de sa déclaration.

Je m'associe aux autres intervenants pour exprimer mes sincères condoléances au lendemain du décès de M. Richard Holbrooke, Envoyé spécial des États-Unis pour l'Afghanistan et le Pakistan. Diplomate accompli, l'Ambassadeur Holbrooke a admirablement servi son pays et la cause de la paix et de la sécurité internationales dans des conditions difficiles, dans diverses régions du monde. Il sera regretté de nous tous.

Alors que l'année touche à sa fin, la réunion d'aujourd'hui est l'occasion opportune de procéder à un examen approfondi des objectifs et des engagements que nous avons pu atteindre et tenir en Afghanistan, mais aussi des tâches qui n'ont toujours pas été accomplies sur la longue route vers une paix durable, la prospérité et la stabilité dans ce pays. L'objectif fondamental des efforts de la communauté internationale était de mettre en place un climat favorable pour que le Gouvernement afghan puisse éventuellement assumer la pleine responsabilité du pays et prendre en main sa propre destinée. La

Conférence de Londres en janvier, la Conférence de Kaboul en juillet et les élections législatives en septembre sont autant d'étapes politiques importantes dans ce sens.

La Conférence de Kaboul a marqué le début du processus de Kaboul, une nouvelle phase dans le partenariat entre le Gouvernement afghan et la communauté internationale. Je note avec plaisir que le processus de Kaboul est passé de la phase de planification à la phase de mise en œuvre et d'exécution. Il s'agit là d'une étape importante dans le processus de transition vers une plus grande prise en main par les Afghans. Le dernier rapport du Secrétaire général insiste également sur le fait qu'un mécanisme d'élaboration de plans détaillés d'exécution, à court et à moyen terme, des 22 programmes nationaux prioritaires a été mis en place.

La tenue d'élections pour l'Assemblée nationale en septembre dernier, malgré la menace présentée par les Taliban et d'autres groupes armés illégaux, a été une étape importante pour la consolidation du système démocratique en Afghanistan. Nous trouvons particulièrement encourageants le fort taux de participation et les campagnes organisées par quelque 2 500 candidats, dont 396 femmes. Nous espérons que l'incertitude concernant les résultats des élections sera rapidement dissipée.

Dans notre quête commune de progrès soutenus et tangibles dans les domaines de la sécurité, de la gouvernance et du développement, nous devons nécessairement avoir une communauté de vues pour renforcer l'efficacité et la coordination générale des efforts de la communauté internationale en Afghanistan.

Je note avec satisfaction que la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) joue un rôle accru dans la promotion d'une démarche cohérente pour coordonner l'aide des donateurs et de l'alignement des équipes de reconstruction de province, des donateurs et des autres partenaires d'exécution sur ces mécanismes dirigés par le Gouvernement, notamment au niveau sous-national. Je suis entièrement d'accord avec l'observation contenue dans le rapport du Secrétaire général selon laquelle, à mesure que progresse le processus de transition, le Gouvernement et la communauté internationale doivent être guidés par les réalités du terrain plutôt que par des impératifs de calendrier.

Nous devons nous garder de considérer le processus de paix comme un raccourci permettant de faciliter la transition. S'engager sur cette voie sans respecter les lignes rouges du processus fixées à la Conférence de Londres et entérinées à la Conférence de Kaboul risquerait de transformer de nouveau l'Afghanistan en un refuge pour terroristes et groupes extrémistes. La communauté internationale doit avoir à l'esprit les enseignements tirés des négociations entreprises dans le passé avec des organisations extrémistes et fondamentalistes, et faire en sorte que le processus demeure global et transparent sous la direction des Afghans eux-mêmes. L'Inde appuie les efforts déployés par le Gouvernement afghan pour réintégrer les individus qui renoncent à la violence, abandonnent la lutte armée, n'ont aucun lien avec les groupes terroristes, et sont prêts à respecter les valeurs de démocratie, de pluralisme et de droits de l'homme inscrites dans la Constitution afghane.

Puisque la Force internationale d'assistance à la sécurité se prépare à se retirer progressivement d'Afghanistan, il faut que les capacités des forces de sécurité afghanes soient renforcées de manière conséquente, et qu'elles soient dotées des éléments de mise en œuvre appropriés, avant de leur transférer la responsabilité en matière de sécurité. La nécessité de se débarrasser des sanctuaires et des refuges de terroristes au-delà des frontières afghanes est tout aussi importante dans ce contexte. Il est indispensable que les forces de sécurité et les autres institutions de l'Afghanistan aient les moyens suffisants de protéger la souveraineté, la pluralité et la démocratie du pays.

La sécurité et la stabilisation de l'Afghanistan demeureront des objectifs lointains si nous ne sommes pas en mesure d'isoler et de déraciner la nébuleuse terroriste, composée d'éléments comme Al-Qaïda, les Taliban, Lashkar-e-Toiba et d'autres groupes terroristes et extrémistes, opérant à l'intérieur et hors des frontières de l'Afghanistan. Nous en avons parlé aujourd'hui : bien que nous réjouissons des victoires remportées contre des bastions de Taliban dans les provinces méridionales de Kandahar et Helmand, il est inquiétant que le climat de sécurité ait eu tendance à se détériorer cette année, en particulier dans le nord. Le rapport du Secrétaire général indique que le nombre d'incidents de sécurité a augmenté de 66 % par rapport à la même période en 2009.

La stabilité et le développement économique de l'Afghanistan dépendent beaucoup de ses voisins et de la région dans son ensemble. Le plus grand potentiel

économique du pays réside sans doute dans le fait qu'il dispose d'immenses potentialités qui pourraient faire de lui un pôle commercial, énergétique et de communications qui relierait l'Asie centrale, l'Asie de l'Ouest et l'Asie du Sud, compte tenu des traditionnels ancrages économiques et culturels de l'Afghanistan en Asie du Sud. Une interdépendance économique croissante permettra également de sevrer les jeunes désœuvrés de leurs envies d'insurrection et de militantisme, et de promouvoir la coopération régionale. Nous appuyons les souhaits du Gouvernement afghan à mettre le cap dans cette direction.

Les efforts de l'Inde en faveur de la stabilisation de l'Afghanistan portent essentiellement sur le développement et l'action humanitaire, pour aider le peuple afghan à bâtir une nation pacifique, stable, démocratique et pluraliste. Nous avons cherché à aider l'Afghanistan dans la limite de nos moyens. Notre programme d'aide, qui s'élève à 1,3 milliard de dollars est destiné aux travaux d'infrastructure, au renforcement des capacités dans les domaines clefs de la gouvernance, de la santé, de l'éducation, de l'agriculture, entre autres, et vise à créer des capacités afghanes et des emplois.

À l'aube de la nouvelle année, nous espérons sincèrement que la détermination de la communauté internationale à aider l'Afghanistan ne faiblira pas. Une synergie et une cohérence accrues des efforts de la part de la communauté internationale sont essentielles pour créer un environnement favorable propice à une transition sans heurt vers un plus grand contrôle par les Afghans et permettant à l'Afghanistan de s'engager fermement sur la voie de la paix, du progrès et de la stabilité. Nous appuyons l'excellent travail accompli par la MANUA.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République islamique d'Iran.

M. Al Habib (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Je voudrais, tout d'abord, exprimer notre gratitude à M. Staffan de Mistura, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), et aux autres fonctionnaires des Nations Unies qui servent dans cette mission, pour la ferme détermination avec laquelle ils manifestent leur dévouement précieux au renforcement de la paix et de la stabilité en Afghanistan. Le rôle central que joue

l'ONU pour coordonner les efforts internationaux en Afghanistan est d'une importance capitale et bénéficie de notre entier soutien.

Nous nous félicitons des progrès politiques obtenus par le Gouvernement et le peuple afghans, notamment les élections parlementaires récentes menées et organisées par les Afghans eux-mêmes, et qui ont été un franc succès. Ces réalisations et ces progrès sont à mettre au crédit du peuple et du Gouvernement afghans qui veulent prendre librement en main leur destinée et mettre fin au sombre passé dominé par la présence de forces étrangères sur leur territoire.

Neuf années se sont écoulées depuis que les forces américaines et de l'OTAN sont entrées en Afghanistan dans le but d'instaurer la paix et la sécurité et de reconstruire le pays. La principale justification de l'incursion militaire était, bien évidemment, l'élimination de la menace du terrorisme. Cependant, il est très difficile d'évaluer les résultats obtenus à ce jour, tout comme les perspectives d'avenir. Même la nouvelle révision de la stratégie militaire présentée il y a quelques jours par le Gouvernement des États-Unis sème le doute sur la possibilité d'atteindre les objectifs fixés au départ pour cette prétendue guerre d'Afghanistan.

Ce qui est clair en revanche, c'est que les souffrances de la population civile afghane, loin de diminuer, ont même augmenté. Par exemple, il y a quelques jours, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a émis un avertissement au sujet de la gravité de la situation sur le terrain. La Croix-Rouge a dit que les conditions d'acheminement de l'aide en Afghanistan étaient les pires depuis 30 ans, depuis que le CICR est entré pour la première fois dans le pays sous occupation soviétique. À cet égard, un représentant de la Croix-Rouge a dit dans un entretien :

« Nous estimons que la situation est inquiétante. L'augmentation des déplacements nous inquiète, le nombre accru de victimes civiles nous inquiète, les difficultés d'accès de la population aux soins de santé nous inquiètent, et la présence grandissante de groupes armés nous inquiète. Si l'on dit que l'on s'attend à davantage de ces phénomènes pour 2011, c'est le moins qu'on puisse dire. »

Je doute que l'on puisse parler de cette situation comme d'un succès des forces militaires en Afghanistan. Mettre la vie de personnes innocentes à la

merci d'attaques de drones – oui, *prima facie*, il y a eu quelques progrès dans ce domaine. Rien qu'en une fois, le 18 décembre, plus de 50 civils ont été tués. Comment présenter comme des opérations antiterroristes des attaques de drones aussi sauvages et indiscriminées? Nous devons souligner que, à cause des opérations militaires étrangères menées en Afghanistan, non seulement la menace du terrorisme n'a pas fléchi, mais que ses effets néfastes se sont propagés dans d'autres zones de la région, y compris dans mon propre pays. Le récent attentat-suicide commis le 15 décembre à Chabahar, une ville du sud de l'Iran, a causé des dizaines de morts et davantage de blessés. Nous considérons cet acte terroriste abominable comme le résultat de mauvaises politiques de déploiement des forces militaires étrangères dans notre région. Ces politiques ont exacerbé la tension et la violence dans les pays voisins, avec de fréquentes retombées dans le nôtre.

Notre démarche doit se fonder sur une véritable connaissance des réalités sur le terrain, ainsi que sur une compréhension des structures sociales, politiques et culturelles et des expériences historiques de la région. Il est désormais clair qu'on ne peut pas gagner les esprits et les cœurs du peuple afghan, qui a traversé tant d'épreuves et qui a tant souffert au cours des dernières décennies, en comptant sur les opérations de forces militaires étrangères de plus en plus nombreuses. Au lieu de déployer davantage d'effectifs et d'accroître le nombre de compagnies paramilitaires privées, il faut que les forces étrangères quittent l'Afghanistan d'urgence, afin de poursuivre le renforcement des capacités de l'armée et de la police nationales en vue de leur donner les moyens d'assumer la responsabilité de la sécurité dans le pays et de transférer le contrôle et la gestion des affaires afghanes au peuple et au Gouvernement afghans.

Le problème des stupéfiants demeure l'un des défis les plus lourds auxquels l'Afghanistan fait face. Cette menace a entravé les progrès du pays vers le développement et présente un danger réel pour la sécurité de l'Afghanistan et de toute la région. Par ailleurs, la drogue, qui est la source de financement du terrorisme en Afghanistan, a créé une pépinière de terroristes, d'extrémistes et d'autres groupes illégitimes qui essaient de déstabiliser le Gouvernement afghan. Pendant des décennies, l'Iran a été en première ligne d'une véritable guerre contre le trafic de drogue. Des milliers d'agents iraniens des services de maintien de l'ordre ont perdu la vie ou ont

été blessés dans cette lutte. Des milliards de dollars ont été dépensés pour lutter contre les trafiquants de drogue. Nous avons joué un rôle très important dans cette lutte. Nous appelons à nouveau ceux qui sont chargés de lutter contre le trafic de drogue au nom de la communauté internationale à prendre des mesures fermes et tangibles pour enrayer cette menace le plus tôt possible.

Sur le plan de la coopération régionale, les pays voisins de l'Afghanistan ont tous également un intérêt vital à ce que la sécurité et la stabilité règnent de façon durable dans ce pays. C'est pourquoi ils doivent jouer un rôle plus actif dans la promotion du développement socioéconomique de l'Afghanistan. Ces dernières années, nous avons entrepris un certain nombre de projets de développement visant à la reconstruction du pays, qui portent surtout sur les infrastructures, notamment la construction de routes et de voies ferroviaires.

Pour terminer, nous sommes disposés à continuer à participer aux réunions conjointes avec les représentants des pays voisins de l'Afghanistan – une pratique désormais établie – afin de définir des mesures plus concrètes, qui sont nécessaires pour le renforcement d'un cadre régional s'agissant d'assister l'Afghanistan relativement aux projets de développement et aux questions de sécurité. L'appui de la communauté internationale dans ce domaine pourrait nous aider à renforcer cette approche. À cet égard, nous nous félicitons beaucoup de l'action de la MANUA, qui encourage les pays de la région à coopérer pour mettre fin au trafic de drogue et aux déplacements illégaux des personnes et qui appuie l'Afghanistan dans ses efforts pour instaurer la sécurité et la stabilité.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Pakistan.

M. Haroon (Pakistan) (*parle en anglais*) : Madame la Présidente, je vous remercie d'avoir convoqué la présente séance.

D'emblée, au nom de mon pays, je voudrais rendre hommage à l'Ambassadeur Holbrooke et rappeler ses remarquables contributions. Nous présentons nos condoléances à sa famille, ainsi qu'au peuple et au Gouvernement des États-Unis.

Je voudrais remercier M. Staffan de Mistura du travail considérable qu'il a accompli et de ses importantes contributions au rapport trimestriel du

Secrétaire général (S/2010/630) sur l'Afghanistan, qui donne un aperçu crédible de l'évolution de la situation politique et sécuritaire dans ce pays. Des étapes importantes ont été franchies en Afghanistan en décembre sur la voie de la paix et de la sécurité. Le rapport donne également des informations utiles sur les efforts de la communauté internationale. À mon avis, ce rapport tout à la fois contient des faits et porte sur le fond.

Le rapport souligne à juste titre l'importance de la nécessité d'un suivi efficace de la Conférence de Kaboul en ce qui concerne la transition vers une prise en charge totale du pays par les Afghans. Avant de poursuivre, je voudrais reconnaître que deux acteurs régionaux importants – l'Inde et l'Iran – ont plus ou moins dit la même chose. Je pense également que le rapport a souligné qu'un partenariat solide entre le Gouvernement afghan et la communauté internationale était la pierre angulaire d'une transition réussie, qui doit apporter des avantages concrets au peuple afghan. Par conséquent, quoi que nous puissions dire, par ailleurs, notre appui collectif au Gouvernement afghan doit être indéfectible et adapté aux besoins du peuple afghan.

Le rapport du Secrétaire général indique que pendant la période à l'examen, le nombre d'incidents liés à la sécurité a augmenté de 66 % par rapport à la même période en 2009. On ne saurait ignorer cet état de choses. C'est une question très grave, car elle représente une menace pour la stabilité de l'Afghanistan et exige une analyse politique objective.

Le problème de la sécurité en Afghanistan nous a préoccupés tout au long de trois décennies de guerre. La capacité des services de sécurité afghans, le système politique, les problèmes de gouvernance et l'exploitation de tous ces facteurs par des criminels et des trafiquants de drogue ont été des sujets continuellement ressassés. On ne saurait simplifier le problème de la sécurité en l'imputant simplement à des facteurs externes.

Le Secrétaire général a souligné à juste titre l'importance du programme de paix et de réintégration du Gouvernement afghan dans le contexte de la sécurité. Les Conférences de Londres et de Kaboul ont également mis en lumière ce point. Un Afghanistan réconcilié, en paix avec lui-même, est le meilleur garant de sa propre sécurité. Cependant, je crains qu'en même temps, l'Afghanistan n'ait oublié l'important élément qu'est la démocratie.

Des élections à la *Wolesi Jirga* ont été tenues récemment et ont abouti à certains résultats plutôt étonnants. Dans la province de Ghazni, dont toute la population est pachtoune, 11 membres élus appartiennent à l'ethnie hazara. Je voudrais dire au Conseil qu'un tel événement est très rare en Afghanistan. Si certains membres du Conseil ont lu *Les Cerfs-volants de Kaboul*, ils comprendront qu'un tel événement est impossible du fait de la fierté des différents groupes ethniques. Je pense que nous devons dépasser ces considérations et devenir un peu plus intégrés. Je dis cela parce que cet événement démontre la capacité de la nation afghane à prendre en main son destin, à se défendre et à défendre sa souveraineté. Nous ne devons pas oublier que la démocratie est ici un aspect essentiel. À ses débuts à Athènes, les démocrates étaient ceux qui combattaient volontairement et gratuitement pour défendre leur nation. À Athènes, la démocratie était fondée sur le fait que les citoyens avaient pour obligation de porter des armes. On ne peut oublier ce fait en Afghanistan. Si la démocratie est authentique, des hommes devront se présenter pour défendre la souveraineté et assumer les tâches de défense. C'est ce qui doit advenir en Afghanistan.

Le Pakistan est en faveur d'un processus de réconciliation sans exclusion et conduit par le peuple afghan, afin de ramener les groupes d'opposition au sein du courant politique dominant. Nous avons accueilli favorablement la création du Haut Conseil pour la paix en Afghanistan, ainsi que l'appui précieux apporté à ce processus par d'importants pays de la région, comme l'Arabie saoudite.

Il importe que le Conseil pour la paix continue de coopérer avec les Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique pour appuyer et faciliter le processus de réconciliation. Nous sommes favorables à cette coopération. Le Conseil de sécurité doit également être un partenaire de bonne volonté du peuple afghan dans cet important et délicat processus.

Le Pakistan veut une paix et une stabilité durables en Afghanistan. La stabilité et le développement en Afghanistan vont dans le sens de notre intérêt national. Je voudrais souligner trois domaines d'importance cruciale qui méritent de notre point de vue d'être mis en relief.

Premièrement, le retour en toute sécurité des plus de 1,5 million de réfugiés afghans inscrits qui vivent au Pakistan n'est possible, à mon sens, qu'une fois que

l'Afghanistan redeviendra un pays stable et pacifique. Nous avons payé un énorme tribut économique, social et en matière de sécurité en accueillant les réfugiés pendant 30 ans. La perspective de les voir établis indéfiniment en raison de la persistance du conflit en Afghanistan nous crée de grosses difficultés et aucune aide internationale, si importante soit-elle, ne saura réellement nous soulager de ce fardeau.

Deuxièmement, nous considérons la stabilité et la sécurité de l'Afghanistan comme indispensables maintenant qu'a été ratifié l'accord sur le commerce de transit entre l'Afghanistan et le Pakistan. Nos secteurs commercial et industriel ont souffert précédemment, du fait de l'introduction en contrebande de produits afghans au Pakistan et vice versa, et ce alors que l'accord sur le commerce de transit de 1963 était toujours en vigueur. L'affaiblissement des institutions afghanes dans les années 80 et 90 a fait que la contrebande prit beaucoup d'ampleur. Voilà pourquoi nous voulons un Afghanistan stable, doté de solides appareils de sécurité et de douanes qui soit notre partenaire dans la régulation et l'application sans heurt des dispositions de l'accord.

Troisièmement, un Afghanistan stable garantira que d'importants projets dans le domaine de l'énergie soient menés à leur terme avec succès, au grand bénéfice non seulement au Pakistan mais de l'ensemble de la région. Certains de ces projets sont déjà bien avancés. Nous apprécions grandement ce progrès. Ces projets économiques transrégionaux ne sont concevables que dans un Afghanistan où règnent la stabilité et la sécurité, ce qui explique notre position sur cette question.

La quête de la paix et de la stabilité en Afghanistan est en train d'inscrire nos relations bilatérales dans le cadre d'un partenariat concerté à long terme, auquel nous aspirons profondément. Nous sommes résolus à renforcer les liens dans tous les domaines. La visite qu'a effectuée récemment notre premier ministre en Afghanistan et la visite du Président Karzaï au Pakistan en septembre ont réaffirmé et consolidé nos engagements.

Nous avons promis de continuer à mettre en œuvre les programmes d'assistance actuellement en cours en Afghanistan et, dans le cadre de ces projets, le Pakistan construira 50 autres écoles et unités sanitaires de base à travers l'Afghanistan, malgré le fait que nous en avons nous-mêmes désespérément besoin, comme le Conseil le sait fort bien.

Le Pakistan est également disposé à aider à renforcer les capacités des Forces nationales de sécurité afghanes. Nous coopérons aussi avec l'Afghanistan dans les domaines de la sécurité et du renseignement, notamment par le biais de la Commission tripartite, qui comprend les États-Unis et la Force internationale d'assistance à la sécurité. Nous ne voulons pas que l'Afghanistan devienne le théâtre de guerres menées par allié interposé.

Le Pakistan apprécie grandement les contributions positives de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), sous la direction dynamique du Représentant spécial du Secrétaire général Staffan de Mistura. Nous ne saurions assez faire l'éloge de son leadership. Il s'agit tout simplement du parfait type de leadership. En mars 2011, le Conseil examinera le mandat de la Mission. Nous nous alignons sur les objectifs de la MANUA et demandons au Conseil de sécurité de lui allouer les ressources dont elle a besoin pour relever les défis auxquels elle est confrontée.

Je saisis cette occasion pour remercier l'Ambassadeur Apakan, de la Turquie, et sa délégation d'avoir su diriger avec brio les travaux du Conseil sur l'Afghanistan cette année.

Je souhaiterais aussi féliciter tous les membres sortants du Conseil de l'important travail qu'ils ont accompli au cours des deux années écoulées et féliciter tous les nouveaux membres qui commencent leur mandat le mois prochain.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Allemagne.

M. Berger (Allemagne) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je voudrais me joindre à mes collègues et remercier sincèrement le Secrétaire général de son rapport sur la situation en Afghanistan (S/2010/630), Staffan de Mistura de son exposé détaillé et l'Ambassadeur Tanin de ses observations. Nous félicitons M. de Mistura de la compétence avec laquelle il dirige la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et nous tenons à remercier sincèrement tous les membres de l'équipe de la MANUA des efforts inlassables qu'ils déploient. Nous tenons aussi à féliciter la Turquie de ses contributions constructives en tant que nation chef de file sur l'Afghanistan en 2010.

À l'occasion de la tragique disparition de l'Ambassadeur Richard Holbrooke, j'aimerais

exprimer une fois de plus mes sincères condoléances aux États-Unis. Je voudrais rendre hommage à Richard Holbrooke qui, en sa qualité d'Envoyé spécial en Afghanistan et au Pakistan, a plaidé avec vigueur et sans relâche en faveur d'une solution politique.

L'Allemagne s'associe pleinement à la déclaration de l'Union européenne qui sera faite plus tard au cours du présent débat.

Je voudrais ajouter quelques observations dans une perspective nationale. L'Allemagne est un important contribuant à la Force internationale d'assistance à la sécurité et l'un des pays qui fournissent le plus d'aide et d'assistance au développement à l'Afghanistan. En 2010, dans la perspective des préparatifs du transfert des responsabilités en matière de sécurité au Gouvernement afghan, nous avons sensiblement accru notre engagement pour le porter à 580 millions de dollars.

Je voudrais centrer ma déclaration sur les trois aspects suivants : premièrement, le dialogue politique et la réintégration; deuxièmement, l'évolution de l'engagement international en Afghanistan; et, troisièmement, le futur rôle de la MANUA dans le processus de transition et au-delà.

Le Gouvernement fédéral allemand a présenté un rapport détaillé au Bundestag, notre parlement, concernant la situation en Afghanistan et les progrès enregistrés depuis le début de l'engagement de la communauté internationale en 2001. Le rapport fait état de certains revers, mais souligne aussi quelques tendances positives encourageantes, comme le fait que la formation des forces de sécurité afghanes se poursuit à un rythme plus rapide que prévu; que l'accès aux services médicaux dans l'ensemble du pays s'est sensiblement amélioré; et que les projets de développement de l'infrastructure dans les zones frontalières du nord de l'Afghanistan commencent à améliorer les conditions d'existence des populations locales.

En présentant le rapport au Bundestag, le Ministre allemand des affaires étrangères, Guido Westerwelle, a souligné que l'Allemagne continuera d'appuyer pleinement le Processus de Kaboul et le concept du transfert de responsabilités. Il a réaffirmé que l'Allemagne restait déterminée à aider le Gouvernement et le peuple Afghans dans leurs efforts de reconstruction de leur pays. Nous restons profondément convaincus que la voie militaire seule ne

peut et ne pourra jamais aboutir à un règlement durable du conflit. En fin de compte, seul un processus politique global est à même d'ouvrir la voie à l'instauration d'une paix et d'une stabilité durables en Afghanistan et dans la région.

Fort du mandat que lui a confié la *Jirga* de paix en été, le Gouvernement afghan a lancé le programme afghan de paix et de réintégration. Nous savons tous que ce projet a besoin d'une direction diplomatique compétente et de patience, et nous lui accorderons tout le temps qu'il faudra. La communauté internationale doit aussi continuer de fournir un appui financier au Gouvernement afghan s'agissant d'offrir des options pour la réintégration de ceux qui ont renoncé à la violence.

En 2010, l'Allemagne a fourni approximativement 13 millions de dollars en aide au programme de réintégration, et nous avons affecté plus de 50 millions de dollars à la même fin durant les cinq prochaines années.

En 2010, aux Conférences internationales de Kaboul et de Londres et au Sommet de l'OTAN à Lisbonne, le principe de l'appropriation afghane a été affirmé et le cadre de transition mis en place. Beaucoup a été fait en faveur de la sécurité et de la stabilité politique. Le Haut Conseil pour la paix, qui représente des groupes clefs de la société afghane, est devenu opérationnel. Le programme afghan de paix et de réintégration a été mis en place, et le Gouvernement œuvre à mettre en œuvre les engagements considérables qu'il a pris. Des élections démocratiques ont eu lieu, et nous nous associons à tous ceux qui exhortent toutes les parties impliquées dans des questions en suspens relatives aux élections à les aborder conformément aux responsabilités des institutions afghanes telles que définies par la loi et par la Constitution afghane.

L'année 2011 sera cruciale. Les premiers pas vers la transition ont été faits. Et bien que transition ne signifie pas retrait immédiat, comme le Sommet de l'OTAN à Lisbonne l'a très clairement signalé, la communauté internationale devra, de concert avec le Gouvernement afghan, définir les termes de référence pour la transformation de son propre engagement après 2014, à savoir, un engagement international en Afghanistan qui aille au-delà des effectifs militaires.

Au Sommet de l'OTAN à Lisbonne, le Président Karzaï a proposé officiellement que l'Allemagne envisage d'accueillir une conférence internationale sur

l'Afghanistan à la fin de 2011 – 10 ans après la Conférence de Petersburg – dans l'ancienne capitale de la République fédérale d'Allemagne, la ville de Bonn. Le Gouvernement allemand a répondu par l'affirmative à la demande du Président afghan.

À la lumière de l'évolution de la situation en 2011, cette conférence pourrait fournir un point de départ utile à l'évaluation des progrès réalisés dans le processus de transfert des responsabilités. La communauté internationale pourrait saisir l'occasion de cette conférence pour discuter des prochaines mesures à prendre sur la voie de la transition qui restera à parcourir, ainsi que des paramètres de l'engagement à long terme après 2014. Enfin, cette conférence pourrait également imprimer une dynamique positive au processus politique en Afghanistan et dans la région,

Au fur et à mesure que le transfert des responsabilités en matière de sécurité progressera, la communauté internationale et le Gouvernement afghan devront réexaminer constamment leurs priorités et les ajuster en conséquence. Cela inclut la MANUA. Face à l'évolution de la situation en Afghanistan et à la présence internationale cédant progressivement la place à la transition, le Conseil de sécurité devra réévaluer les priorités, les compétences et les ressources de la MANUA. Le processus de discussion doit commencer en 2011. Les membres du Conseil devront parvenir à une vision commune du futur rôle de la MANUA dans un environnement en mutation en Afghanistan. Le Conseil devra donner les moyens financiers nécessaires à la MANUA et définir clairement son rôle au sein du réseau international des institutions civiles qui, ensemble, aident l'Afghanistan.

En tant que nouveau membre du Conseil, l'Allemagne est prête et disposée à assumer ses nouvelles responsabilités et à apporter une contribution constructive à ce processus. Nous sommes prêts à poursuivre le renforcement de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et à contribuer à un Afghanistan pacifique, fort et prospère.

La Présidente (*parle en anglais*): Je donne maintenant la parole au représentant du Canada.

M. McNee (Canada) (*parle en anglais*): Tout d'abord, le Canada souhaite s'associer à ceux qui ont exprimé leurs condoléances les plus sincères aux États-Unis à la suite du décès de l'Ambassadeur Richard Holbrooke qui, comme d'autres l'ont dit, a œuvré avec dévouement et compétence à assurer un avenir meilleur aux peuples afghan et pakistanais. Je remercie M. de

Mistura, Représentant spécial du Secrétaire général, pour son rapport très clair et très instructif et pour le travail extrêmement dévoué et efficace qu'il réalise en Afghanistan.

À l'aube de 2011, il est tout naturel de se tourner vers le passé et d'évaluer les progrès accomplis en Afghanistan au cours de l'année écoulée. Mais reconnaissons honnêtement les résultats mitigés que nous avons observés, car il y a eu des progrès notables mais aussi des reculs décevants. Une des tendances les plus préoccupantes de 2010 a été l'augmentation du nombre des victimes civiles en Afghanistan. Comme le Secrétaire général l'a indiqué dans son rapport (S/2010/630), le nombre total de civils tués et blessés a augmenté de 20 % au cours des 10 premiers mois de l'année, par rapport à la même période l'an dernier. L'immense majorité de ces décès et de ces blessures a été causée par les forces insurgées.

La situation humanitaire continue aussi de se détériorer. En particulier, nous demeurons préoccupés par le nombre croissant de personnes déplacées à l'intérieur du pays en raison des conflits, et par le danger que représente l'instabilité du marché régional des céréales pour la sécurité alimentaire de millions d'Afghans. Ces éléments négatifs – victimes civiles de l'insurrection, risque de déplacement et insécurité alimentaire – sont des obstacles évidents à la stabilité de l'Afghanistan.

Pour combattre l'insurrection, il est essentiel que le Gouvernement afghan assure la sécurité et les services de base à ses citoyens. Or, la crédibilité et l'efficacité du Gouvernement sont hypothéquées par une corruption persistante. Bien que les engagements pris à la Conférence de Kaboul pour la lutte contre la corruption soient un progrès, il reste beaucoup à faire pour les mettre en pratique, dont la mise en place d'un comité juridique chargé de veiller à ce que les lois afghanes respectent la Convention de l'ONU contre la corruption, la rédaction et l'adoption d'une loi sur la vérification, et la création d'une base législative pour le Groupe de travail sur les crimes graves et le Tribunal anticorruption.

En outre, une représentation crédible au sein de leur gouvernement inspirera confiance aux Afghans, ce qui les incitera à soutenir ce gouvernement. Nous sommes satisfaits du travail réalisé par la Commission électorale indépendante et la Commission des plaintes électorales à l'occasion des récentes élections parlementaires. Nous encourageons toutes les parties à

collaborer dans un esprit positif pour constituer un Parlement qui exprimera la volonté du peuple afghan. Il est primordial de fixer une date pour inaugurer rapidement la *Wolesi Jirga* afin qu'elle puisse commencer son travail important.

Malgré les revers et les difficultés, 2010 a aussi apporté des succès. Mentionnons l'inauguration du Processus de Kaboul, qui doit guider l'Afghanistan dans sa transition vers le plein exercice de son autorité souveraine. Ce processus se déroule de manière positive jusqu'à maintenant : le Gouvernement afghan a fait le point sur les progrès accomplis à la séance tenue le mois dernier par le Conseil de coordination et de surveillance conjoint. Les ministères afghans dont les sphères d'intérêt se recoupent se sont réunis pour discuter de grandes questions transcendantes, et la communauté internationale est maintenant consultée au sujet des projets de programmes nationaux prioritaires. Il reste pourtant beaucoup de travail à faire pour finaliser ces projets pour qu'ils répondent aux besoins les plus pressants qui existent en Afghanistan.

Au Sommet de l'OTAN à Lisbonne, l'Afghanistan et la communauté internationale ont affirmé leur volonté de faire assumer la responsabilité en matière de sécurité aux Forces nationales de sécurité afghanes d'ici 2014. Dans cette optique, la MANUA continuera de jouer un rôle très important pour la coordination de l'engagement international en Afghanistan. Nous croyons fermement que la MANUA doit disposer de ressources suffisantes pour exécuter son important mandat.

(l'orateur poursuit en français)

Ces progrès nous paraissent encourageants, et nous croyons important et utile que le Canada reste présent. Alors que le Canada termine sa mission de combat en 2011, un nouvel engagement à l'échelle du pays, à partir de Kaboul, de 2011 à 2014, privilégie quatre priorités : tout d'abord, investir dans l'avenir des enfants et adolescents afghans, spécialement les filles, par des programmes d'éducation et de santé; ensuite, promouvoir la sécurité, la primauté du droit et les droits humains; troisièmement, promouvoir la diplomatie régionale; et quatrièmement, fournir de l'aide humanitaire. Une partie importante de l'engagement du Canada sera la mission de formation des forces canadiennes comprenant jusqu'à 950 membres, en plus d'une mission de formation policière civile.

En conclusion, Madame la Présidente, le Canada vise toujours le même objectif : aider à bâtir un Afghanistan plus sûr et plus stable, qui ne serve plus de refuge aux terroristes. Nous voulons continuer de collaborer avec les Afghans et les autres membres de la communauté internationale à sa réalisation tout au long de 2011.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Australie.

M. Goledzinowski (Australie) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, d'avoir convoqué cet important débat et de nous avoir invités à y participer. Cette année a été chargée pour le Conseil, mais aucune autre question ne revêt plus d'importance que celle qui fait l'objet du présent débat. Nous remercions chacun de sa contribution.

Je tiens également à remercier, comme d'autres avant moi, M. Staffan de Mistura pour son exposé et aussi, surtout, pour le travail remarquable qu'il accomplit en Afghanistan en notre nom à tous.

Je voudrais aussi saluer la présence de l'Ambassadeur Tanin et le remercier pour ses remarques importantes.

Depuis le dernier débat du Conseil de sécurité sur l'Afghanistan (voir [S/PV.6395](#)), plusieurs étapes importantes ont été franchies vers notre objectif commun d'un Afghanistan stable et sûr. Nous accueillons favorablement les conclusions du récent examen de la stratégie des États-Unis et sommes d'accord avec l'opinion que des progrès sont en cours. Nous appuyons d'autre part fermement les thèmes principaux de l'examen – faire en sorte que les gains acquis en matière de stabilisation soient irréversibles.

En octobre, le Parlement australien a tenu son premier débat entièrement consacré à l'Afghanistan – le premier de la sorte en fait. Si des points de vue différents ont été exprimés, un message constant a été adressé, à savoir l'appui à la contribution de l'Australie, sur les plans civil et militaire, aux efforts internationaux en Afghanistan.

Au cours des 18 derniers mois, l'Australie a accru son engagement civil en Afghanistan de 50 %. Nos activités restent concentrées dans la province d'Uruzgan, où nous aidons le gouvernement de la province à fournir des services de plus grande qualité et à être plus responsable. Durant l'exercice budgétaire en cours, le montant de nos dépenses consacrées à l'aide au développement dans la province atteindra

environ 20 millions de dollars, et le montant total de l'aide au développement en Afghanistan s'établira cette année à environ 106 millions de dollars. Nous nous sommes engagés à acheminer au moins la moitié de notre aide au développement par le biais des systèmes du Gouvernement afghan.

Le renforcement de l'aide civile fait fond sur la contribution militaire australienne qui comprend aujourd'hui près de 1 500 éléments. L'Australie continuera d'accorder la priorité aux efforts visant à renforcer les capacités des Forces nationales de sécurité afghanes, aussi bien par la formation et l'entraînement de la 4^e brigade de l'armée nationale afghane dans la province d'Uruzgan que par notre contribution importante au Fonds d'affectation spéciale de l'armée nationale afghane. Nos forces sont également impliquées dans la fourniture d'une protection aux activités civiles et dans la conduite et l'appui des opérations, de manière plus générale, dans toute la région sud.

L'Australie ne se fait aucune illusion quant à la difficulté de mettre en œuvre la décision de commencer la transition en 2011. La transition se fera progressivement et doit être réalisée quand les conditions sont mûres, dans chaque province et district. Nous attendons beaucoup des consultations en cours entre le Gouvernement afghan et nos partenaires de la Force internationale d'assistance à la sécurité en ce qui concerne le processus de transition.

Surtout, comme vous l'avez vous-même dit, Madame la Présidente, la transition n'est pas synonyme d'un retrait d'Afghanistan. Après la transition vers l'exercice d'une autorité accrue par les Afghans, nous devons prendre conscience du fait que l'Afghanistan aura encore besoin d'un appui dans les domaines de la formation, de la coopération en matière de défense, de l'aide et du développement. Le Gouvernement australien a affirmé clairement sa volonté de continuer d'aider l'Afghanistan bien après la fin du processus de transition. L'ONU a également, bien entendu, un rôle clef à jouer dans le cadre des efforts civils internationaux visant à renforcer les capacités afghanes et le leadership afghan à l'appui de la transition. L'Australie appuie pleinement la mission civile des Nations Unies en Afghanistan et continuera de le faire.

Le seul moyen de sortir vainqueur du conflit en Afghanistan est d'adopter une stratégie politique solide. L'Australie accueille favorablement le processus afghan de réconciliation et de réintégration

qui vise à rallier des partisans des insurgés grâce à des programmes ciblés. Le processus national afghan de la *Jirga* consultative de paix, tenue en juin, et la session inaugurale du Haut Conseil pour la paix, en octobre, constituent des avancées importantes vers cet objectif. L'Australie a versé une contribution de 25 millions de dollars au Fonds d'affectation spéciale pour la paix et la réintégration. En outre, nous envisageons actuellement, en consultation avec le Gouvernement afghan, d'appuyer la création d'un poste d'administrateur adjoint au sein du secrétariat conjoint du programme afghan de paix et de réintégration.

L'Australie, comme les autres pays, se félicite de la publication des résultats définitifs des élections à la *Wolesi Jirga*. Bien que ces élections soient loin de s'être déroulées dans les meilleures conditions et qu'il soit avéré que de nombreuses fraudes ont été commises, il est important de ne pas perdre de vue les points positifs. Il s'agit des premières élections organisées par les Afghans depuis la chute du régime Taliban et les autorités électorales afghanes ont accompli un bon travail dans des conditions très difficiles. Près de 400 femmes se sont présentées aux élections et des millions d'Afghans se sont rendus dans les bureaux de vote malgré les risques. Cela démontre à quel point le peuple afghan est attaché à la démocratie. S'il est vrai que la campagne d'intimidation menée par les Taliban a eu une incidence sur le taux de participation dans certains districts, il apparaît aussi clairement que l'insurrection n'a pas pu exécuter sa menace de torpiller les élections, notamment grâce à l'efficacité remarquable des forces de sécurité afghanes. Maintenant que les résultats définitifs sont connus, le moment est venu pour la communauté internationale et le Gouvernement afghan d'axer de nouveau leur attention sur les réformes à long terme du système électoral qui permettront de garantir le bon déroulement des futures élections.

Nous ne pouvons ignorer le fait que la réalisation de progrès soutenus en Afghanistan dépend essentiellement de l'engagement des pays voisins de l'Afghanistan dans la région, d'après ce que nous avons entendu aujourd'hui. Tous les pays voisins de l'Afghanistan ont grand intérêt à ce que la sécurité et la stabilité soient garanties de manière durable en Afghanistan, et ils peuvent jouer un rôle constructif dans la promotion du développement économique et social de l'Afghanistan. À cet égard, nous accueillons très favorablement les efforts déployés par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan pour

inciter les pays de la région à coopérer en vue de stopper le commerce des stupéfiants et la circulation illégale des personnes et d'appuyer les efforts de l'Afghanistan pour instaurer la sécurité et la stabilité.

Comme je l'ai dit au début de mon intervention, cette année a été décisive pour l'Afghanistan et l'année 2011 le sera tout autant. Mais nous avons une réelle occasion de faire fond sur les progrès accomplis dans ce pays au cours des 12 derniers mois. Ces avancées n'auraient pu être réalisées sans le dévouement de tous les acteurs présents en Afghanistan, qu'ils occupent des fonctions civiles ou militaires. Nous les remercions sincèrement des efforts qu'ils ont déployés en 2010 et rendons hommage à ceux qui ont payé un prix très lourd, qu'ils aient perdu la vie ou aient été blessés.

Pour terminer, je voudrais prendre un moment pour rendre hommage à l'Ambassadeur Richard Holbrooke, Envoyé spécial des États-Unis en Afghanistan et au Pakistan, suite à son décès. Je ne connaissais pas personnellement l'Ambassadeur Holbrooke, mais j'ai eu l'honneur de le rencontrer. Comme l'a dit le Président Obama dans sa déclaration faite à l'occasion du lancement de l'examen de la stratégie menée en Afghanistan et au Pakistan, la mémoire de l'Ambassadeur Holbrooke sera honorée et son empreinte ne s'effacera pas de sitôt.

La Présidente (*parle en anglais*): Je donne maintenant la parole à M. Peter Schwaiger, Chef adjoint de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

M. Schwaiger (*parle en anglais*): Comme d'autres orateurs avant moi, je tiens tout d'abord à rendre hommage au regretté Envoyé spécial des États-Unis en Afghanistan et au Pakistan, Richard Holbrooke. La Haut-Représentante de l'Union européenne, Catherine Ashton, a salué ses remarquables qualités humaines et l'a présenté comme un véritable diplomate et un fervent défenseur de la paix et de la réconciliation.

La Croatie et l'ex-République yougoslave de Macédoine, pays candidats; l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro et la Serbie, pays du Processus de stabilisation et d'association et candidats potentiels; la Norvège, pays membre de l'Association européenne de libre-échange et membre de l'Espace économique européen; ainsi que l'Ukraine, la République de Moldova et la Géorgie s'associent à la présente déclaration. Je prononcerai une version abrégée de ma déclaration, mais j'invite les personnes

intéressées à se reporter au texte complet qui a été distribué.

Je me joins tout d'abord aux autres orateurs pour appuyer le rapport du Secrétaire général (S/2010/630) sur la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et remercier le Représentant spécial, M. Staffan de Mistura, ainsi que son équipe pour leur détermination et le travail important qu'ils ont réalisé sur le terrain, dans des conditions difficiles. Je remercie également l'Ambassadeur Tanin pour sa déclaration.

Le Gouvernement afghan, avec l'appui de la communauté internationale, entame une période de transition décisive dans laquelle il sera essentiel de faire preuve d'une grande autorité pour accomplir les progrès nécessaires dans les domaines de la sécurité, de la gouvernance, de la justice et de la réconciliation, ainsi que du développement socioéconomique. L'Union européenne espère qu'un nouvel élan politique en faveur de la réforme et de sa mise en œuvre peut être donné, à présent que le processus électoral est achevé. Nous rendons une nouvelle fois hommage aux millions d'Afghans, femmes et hommes, qui ont exercé leur droit de vote malgré les nombreux incidents survenus en matière de sécurité.

Comme le Secrétaire général, nous tenons à féliciter les institutions électorales afghanes pour leur intégrité et pour les efforts intensifs qu'elles ont déployés pour enquêter sur les cas de fraude et autres irrégularités, et pour les traiter, mais aussi à souligner la nécessité d'engager le plus rapidement possible une réforme électorale à long terme. L'Union européenne a assumé un rôle de chef de file dans l'appui apporté ces dernières années au processus électoral et demeure vivement attachée à appuyer la réforme du processus électoral et des institutions, en coopération étroite avec la MANUA et le projet ELECT du PNUD. L'Union européenne pense dans l'ensemble que la mise en place de davantage de contrôles et contrepoids dans le système politique permettrait de renforcer sa crédibilité, sa légitimité et son caractère inclusif, ainsi que son efficacité et sa responsabilité.

La dégradation continue de la situation en matière de sécurité et le nombre élevé de victimes civiles causées par des éléments antigouvernementaux sont une grande source de préoccupation pour l'Union européenne. Nous sommes particulièrement préoccupés par les attaques ciblées commises contre la population civile, les représentants du Gouvernement et le

personnel international en Afghanistan. En conséquence, nous nous félicitons des progrès accomplis dans le renforcement de l'armée nationale et de la police afghanes, ainsi que des mesures prises pour prévenir des pertes parmi le personnel des Nations Unies.

Nous savons tous qu'il ne saurait y avoir de transition viable des responsabilités en matière de sécurité sans la mise en place d'un cadre civil pour la stabilité qui permette au pays de fonctionner et le rende sûr. Une meilleure gouvernance, l'accès aux services de base, la justice, la primauté du droit et les droits de l'homme sont aussi importants que la sécurité à proprement parler et constituent donc déjà l'une des priorités de l'Union européenne en matière d'assistance. L'Union européenne redoublera donc d'efforts pour renforcer les capacités afghanes et travaillera avec le Gouvernement afghan à promouvoir des institutions gouvernementales efficaces et responsables, surtout au niveau sous-national, grâce à des liaisons institutionnelles appropriées entre le centre et les provinces. Nous mettrons encore davantage l'accent sur la promotion de la primauté du droit, de la police civile – tant grâce à la Mission de police de l'Union européenne en Afghanistan qu'en continuant de subventionner les salaires des agents de police – et sur la réforme du service civil.

Les conférences internationales tenues cette année ont défini le cadre de transition et de développement afin que la priorité soit maintenant donnée à la mise en œuvre et à la fourniture de prestations. L'Union européenne est heureuse de voir le Processus de Kaboul prendre de la vitesse et se félicite de ce que, en novembre, le Gouvernement sera en mesure de présenter son premier rapport d'activité après 100 jours, consacré à la mise en œuvre des engagements pris aux Conférences de Londres et de Kaboul et au cadre de suivi et d'établissement de rapports. Cela démontre sa capacité croissante de prendre le processus en main et d'assumer des responsabilités. Nous voudrions souligner dans ce contexte que des progrès tangibles en matière de développement sont nécessaires aux niveaux provincial, local et des districts.

L'Union européenne est, pour sa part, en voie de respecter son engagement de s'aligner sur les priorités gouvernementales et d'acheminer une aide accrue par l'entremise des structures gouvernementales afghanes et des fonds d'affectation spéciale multidonateurs. En même temps, dans l'esprit des engagements mutuels,

nous demandons au Gouvernement de respecter ses engagements et le prions instamment de progresser dans la lutte contre la corruption et dans le renforcement de la gestion financière. De ce point de vue, l'UE se félicite des mesures prises pour renforcer encore le Conseil commun de coordination et de suivi dans son rôle d'appui au processus de Kaboul.

L'Union européenne félicite le Gouvernement afghan du travail qu'il a accompli dans les domaines de la paix et de la réconciliation. La création d'un Haut Conseil pour la paix a été un événement important à cet égard. Nous nous félicitons de la diversité des représentants, mais nous pensons encore qu'il est possible d'accroître la participation des femmes et des minorités, d'inclure davantage la société civile et de tenir mieux compte des droits de l'homme, de la vérité et de la justice dans le processus. Comme le reconnaît la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité, les femmes peuvent et doivent jouer un rôle important dans les processus de paix.

L'Union européenne continuera d'appuyer un processus de paix et de réconciliation pris en main par les Afghans, inclusif et transparent, et elle se félicite du rôle joué par la MANUA, notamment grâce au Groupe d'appui de Salaam. Nous souscrivons pleinement à l'affirmation du Secrétaire général selon laquelle tout règlement politique doit respecter la Constitution afghane et les engagements pris par l'Afghanistan au niveau international, notamment en matière de droits de l'homme. Il ne doit pas saper les progrès réalisés ces dernières années. Nous encourageons également les acteurs régionaux à jouer un rôle d'appui.

La situation en Afghanistan continue de préoccuper le monde entier et demeure une priorité importante pour l'Union européenne. Aussi récemment que la semaine dernière, la Haut-Représentante Ashton a fait une déclaration devant les parlementaires et les citoyens européens et a confirmé que l'engagement de l'Union européenne était un engagement à long terme et, comme le savent les membres du Conseil, cet engagement est très substantiel. Nous demandons donc à chacun d'apporter sa contribution à un avenir meilleur, plus sûr et plus prospère pour le peuple afghan.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je voudrais maintenant faire une autre déclaration en tant que représentante des États-Unis.

Le représentant de la République islamique d'Iran a dit aujourd'hui que la récente attaque terroriste contre une mosquée de Chabahar, en Iran, était « le résultat de mauvaises politiques de déploiement des forces militaires étrangères dans notre région ». Le Président Obama a condamné l'attaque contre la mosquée et exprimé ses condoléances. L'affirmation du Représentant de la République islamique d'Iran est dénuée de tout fondement.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Je donne la parole au Représentant spécial, M. de Mistura, pour qu'il réponde aux observations et aux questions qui ont été formulées.

M. de Mistura (*parle en anglais*) : Je pense que la seule chose que je puisse dire à ce stade est que, au nom de tous mes collègues en Afghanistan – tant à Kaboul que dans tous nos différents lieux d'affectation –, je voudrais dire ma profonde reconnaissance pour l'appui énergique et clair que j'ai entendu exprimer aux activités de la MANUA et de l'entreprise commune que la MANUA et les autorités afghanes tentent de mener afin d'améliorer la situation dans le pays.

L'année 2011 sera riche en défis. Voir le Conseil de sécurité uni, comme je l'ai vu aujourd'hui, dans l'appui aux activités de l'ONU et à celles des autorités afghanes visant à stabiliser le pays nous donnera beaucoup de force pour aller jusqu'au terme de l'année prochaine.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie le Représentant spécial, M. de Mistura, pour les observations qu'il a formulées aujourd'hui.

Il n'y a plus d'autre orateur inscrit sur ma liste. Le Conseil de sécurité a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

La séance est levée à 14 h 30.